



ÉTUDES ÉCONOMIQUES

# GRÈCE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET  
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PARIS FÉVRIER 1966

# STATISTIQUES DE BASE DE LA GRÈCE

## LE PAYS

Superficie (milliers de km <sup>2</sup> ) .....	130,9	Principales agglomérations (recensement de 1961) :	
Terres cultivées (milliers de km <sup>2</sup> ).....	36,5	— Grand Athènes (y compris Le Pirée) .....	1.853.000
		— Salonique.....	374.000

## LA POPULATION

Population (1964).....	8.510.000	Population active (1961).....	5.463.000
Densité au km <sup>2</sup> .....	65	Population agricole active (en pourcentage du total) .....	49
Taux d'accroissement moyen (moyenne 1954-64) .....	7 0/00	Emigration (moyenne 1963-1964) ..	102.800

## LA PRODUCTION

Produit national brut en 1964 (millions de drachmes) .....	150.078	Origine du PIB au coût des facteurs en 1964 :	
PNB par habitant (dollars EU) ..	588	— Agriculture .....	25 %
Formation brute de capital fixe (moyenne 1962-1964) .....		— Industrie .....	28 %
— en pourcentage du PNB .....	21	— Services .....	47 %
— par habitant (dollars EU)....	111		

## L'ÉTAT

Dépenses courantes du gouvernement central en 1964 (en pourcentage du PNB) ..	16	Investissements fixes publics en 1964 (en pourcentage du PNB).....	6
Recettes courantes du gouvernement central en 1964 (en pourcentage du PNB) ..	17		

## LE NIVEAU DE VIE

Calories par habitant, par jour (1963) ..	2.950	Nombre de voitures de tourisme par 1.000 habitants (1964) .....	9
Part des dépenses pour l'alimentation dans la consommation privée (1962) ..	43 %	Nombre de téléphones par 1.000 habitants (1963) .....	42
Consommation d'électricité par habitant en 1964 (kWh) .....	380	Nombre de récepteurs de radio par 1.000 habitants (1961) .....	70

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en pourcentage du PNB (1964).....	13,6	Importation de biens et services en pourcentage du PNB (1964).....	20,3
Principaux produits exportés en pourcentage des exportations totales (1964) :		Principaux produits importés en pourcentage des importations totales (1964) :	
— Tabac .....	38	— Biens de consommation durables ..	32
— Raisins secs .....	12	— Matières premières .....	24
— Coton .....	11	— Machines .....	21
— Matières premières .....	7	— Produits alimentaires .....	15

## LA MONNAIE

Unité monétaire : la drachme.

Nombre d'unités monétaires par dollar des Etats-Unis : 30.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

# GRÈCE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

*L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'OCDE a pour objectif de promouvoir des politiques visant :*

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

*La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'OCDE, dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.*

*Les membres de l'OCDE sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.*

Ce document a été approuvé  
par le Comité d'Examen des Situations Économiques  
et des Problèmes de Développement  
en février 1966.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> .. .. .	5
<b>I Évolution de l'économie en 1964 et 1965</b> .. .. .	5
Les conditions de l'offre .. .. .	6
Emploi .. .. .	10
Les conditions de la demande .. .. .	10
L'équilibre économique et financier .. .. .	11
Prix et salaires .. .. .	13
Monnaie et crédit .. .. .	15
Finances publiques .. .. .	19
Balance des paiements .. .. .	23
<b>II Les perspectives pour 1966 et les problèmes immédiats de la politique économique</b> .. .. .	27
<b>III Problèmes de la politique de développement</b> .. .. .	32
<b>Conclusions</b> .. .. .	39
<b>Annexe statistique</b> .. .. .	43

**PAGE BLANCHE**

## INTRODUCTION

En 1964 et 1965, l'expansion de la production en Grèce s'est poursuivie à un rythme élevé. Mais en même temps, l'équilibre économique interne et externe a été sérieusement compromis : la hausse des prix s'est accélérée, la balance des paiements s'est détériorée et les réserves de change ont diminué. Ce sont là des résultats d'une expansion excessive de la demande intérieure, provoquée en partie par une politique d'augmentation des dépenses de consommation publique et des transferts, non compensée par un accroissement parallèle des recettes.

La tâche principale des autorités en 1966 sera la restauration de l'équilibre économique intérieur et extérieur. Cette tâche sera difficile. Elle pourra être accomplie si les autorités appliquent les mesures nécessaires avec fermeté et si l'opinion publique comprend que l'autre terme de l'alternative serait le glissement vers l'inflation, et l'interruption du développement économique et du progrès social pour un nombre imprévisible d'années.

Après une analyse de l'évolution en 1964 et 1965 (Partie I), le présent rapport discute les perspectives pour 1966 et les problèmes immédiats de la politique économique (Partie II). Mais, dans la mesure où aussi bien ces problèmes que les difficultés des deux dernières années sont étroitement reliés aux multiples aspects de la question du développement, il a paru nécessaire de consacrer une partie du rapport (la troisième) à l'analyse de quelques problèmes de la politique du développement, sans la solution correcte desquels la politique à court terme ne pourrait s'exercer efficacement.

### I. ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE EN 1964 ET 1965

Aussi bien en 1964 qu'en 1965, l'économie grecque a réalisé des taux élevés de production. Le produit national brut<sup>1</sup> a augmenté de 8,7 % en volume en 1964, et de 7,3 % en 1965. C'est le secteur industriel qui a le plus progressé : de 12 % en 1964 et de 9,6 % en 1965. Pour la première fois dans l'histoire du pays, la valeur de la production industrielle a dépassé celle de la production agricole (28 % de la PIB environ pour la première,

1. Au coût des facteurs.

contre 25 % pour la seconde, au cours des deux années). L'expansion de la demande de consommation privée, stimulée par la politique gouvernementale en matière de revenus, a été forte pendant les deux années considérées, dépassant 8 % par an. L'investissement fixe privé a lui aussi fortement progressé, absorbant presque 20 % de la dépense nationale. En revanche, l'investissement public — qui avait déjà diminué en 1963 — n'a progressé que faiblement, la très forte expansion des dépenses gouvernementales courantes et des transferts ayant absorbé de plus en plus les ressources de l'Etat. La pression de la demande intérieure a entraîné une détérioration sensible de l'équilibre économique. Pendant chacune des années considérées, le niveau général des prix a augmenté de 3,5 % (indice implicite du produit national), au lieu de 1,9 % en moyenne pendant les cinq années précédentes. Les importations ont augmenté très considérablement, et les réserves de change ont baissé en 1964, et plus encore en 1965.

### *Les conditions de l'offre*

Les résultats globaux de la *production agricole* ont été satisfaisants en 1964 : le produit brut de l'agriculture a augmenté de 3,9 % en volume, contre 9,0 % l'année précédente. Ce taux de progression est élevé pour une année de faible rendement de l'olivier; il est essentiellement imputable à

TABLEAU 1. ORIGINE ET UTILISATION DES RESSOURCES

*Millions de drachmes aux prix de 1958.*

	1963	1962 = 100	1964	1963 = 100	1965 <sup>1</sup>	1964 = 100
<i>Ressources :</i>						
Produit national brut (aux prix du marché) .....	121.135	109,3	132.774	109,6	142.550	107,4
Importations de biens et services <sup>2</sup> .....	26.501	111,2	30.800	116,2	38.350	...
Total .....	147.636	—	163.574	110,8	180.900	110,6
<i>Emplois :</i>						
Consommation .....	103.439	109,9	111.825	108,1	121.890	109,0
— Privée .....	91.288	110,5	98.816	108,2	107.330	108,6
— Publique .....	12.151	105,8	13.009	107,1	14.560	111,9
Formation brute de capital fixe <sup>2</sup> .....	25.175	106,1	31.218	124,0	35.660	114,2
— Privée <sup>2</sup> .....	15.326	113,6	19.213	125,3	22.830	118,8
— Publique .....	7.349	93,7	7.595	103,3	7.830	103,1
— Stocks .....	2.500	—	4.410	—	5.000	—
Exportations de biens et services .....	19.022	112,9	20.531	107,9	23.350	...
Total .....	147.636	—	163.574	110,8	180.900	110,6

1. Estimations.
2. Navires exclus.

la forte récolte céréalière (+ 40 % par rapport à 1963), due aussi bien à l'extension des surfaces emblavées qu'à l'augmentation des rendements. La progression de la culture du blé, qui va à l'encontre de l'évolution souhaitable (les récoltes dépassant maintenant d'un tiers les besoins nationaux), résulte de la conjonction de deux facteurs : le maintien, et même l'augmentation, des prix de garantie accordés par l'Etat, malgré quelques aménagements de sa politique agricole<sup>1</sup> (prix se situant sensiblement au-dessus des prix mondiaux); la raréfaction de la main-d'œuvre agricole tenant à l'accentuation de l'exode rural. A l'inverse, ce dernier facteur a provoqué une très sensible diminution de la production du coton (culture intensive nécessitant une main-d'œuvre nombreuse) qui, pourtant, s'était révélée ces dernières années comme la plus prometteuse des nouvelles productions exportables grecques. Le résultat de cette évolution a été que le quart environ de la production de blé de 1964 a dû être acheté et stocké par l'Etat, le coût total de l'opération étant à la charge du Trésor. Une évolution analogue a eu lieu pour la production du tabac : les prix élevés accordés par l'Etat ont incité les producteurs à produire davantage. Les frais des opérations de stockage correspondants, de même que le coût éventuel d'écoulement des quantités stockées par l'Etat, sont à la charge du Trésor. Enfin, l'offre des produits dont la demande domestique s'est fortement accrue ces dernières années (produits de l'élevage) n'a que faiblement progressé, et la demande additionnelle a été couverte par des importations.

En 1965, l'évolution de la production agricole a présenté les mêmes traits. La production céréalière n'a été que légèrement inférieure à celle de 1964, nécessitant l'achat aux prix garantis et le stockage par l'Etat de 400.000 tonnes de blé; à la fin de la campagne de 1965, un million de tonnes de blé devaient être stockées et écoulées à la charge de l'Etat. La production du tabac est en légère régression, ce qui facilite quelque peu l'écoulement des stocks de la récolte de 1964. La production du coton se situe à un niveau aussi bas que l'année précédente, restreignant encore les quantités susceptibles d'être exportées. Comme on s'attend à une bonne récolte des produits de l'olivier, il est vraisemblable que la progression des revenus des agriculteurs a continué, la production agricole dans son ensemble ayant marqué un accroissement d'environ 4 % en volume.

La progression de la *production industrielle* a été rapide en 1964, en partie grâce à la mise en service de quelques nouvelles unités de production. La moyenne annuelle de l'indice général de la production industrielle (industrie manufacturière, mines, gaz et électricité) a été supérieure de 11,2 % à celle de l'année précédente (contre 6,6 % en 1963 par rapport à 1962). La progression de l'indice de l'industrie manufacturière s'est élevée à 10,6 % (contre 7,4 % en 1963 par rapport à 1962). La moitié de cette progression est due à la métallurgie, l'industrie textile, l'industrie chimique

1. Cf. 3<sup>e</sup> partie : problèmes de la politique de développement.

TABLEAU 2. PRODUCTION AGRICOLE

Milliers de tonnes.

	1961	1962	1963	1964	1965 <sup>1</sup>
<b>I. Produits végétaux :</b>					
Blé .....	1.594	1.770	1.387	2.169	1.996
Tabac .....	74,2	93	127	129,7	155
Coton (non engrainé) .....	277	253	266	184	188
Betteraves .....	61	231	351	533	600
Raisins de table .....	130	120	113	131	135
Oranges .....	207	213	204	296	306
Olives .....	83	12	56	29	62
Huile d'olive .....	260,9	62,5	200	131	200
<b>II. Produits animaux :</b>					
Lait .....	986	1.092	1.085	1.077	1.094
Fromage .....	80,2	104,5	107,4	101,2	108
Beurre .....	11,1	9,3	9,6	7,6	7,7
Viande .....	164	197,0	212	214,5	222

III. Evolution de la valeur brute de la production primaire (agriculture, pêche, aux prix de 1954) :

ANNÉE	ENSEMBLE DE LA PRODUCTION PRIMAIRE		PRODUITS VÉGÉTAUX		PRODUITS ANIMAUX	
	INDICE 1954=100	%	INDICE 1954=100	%	INDICE 1954=100	%
	1959 .....	121,0	+3,6	120,8	+3,5	123,0
1960 .....	115,5	-4,5	110,5	-8,5	127,6	+3,7
1961 .....	135,6	+17,4	137,0	+24,0	133,8	+4,9
1962 .....	131,7	-3,0	124,8	-8,9	153,2	+14,5
1963 .....	142,7	+8,4	137,3	+10,0	161,7	+5,5
1964 .....	151,5	+6,2	148,9	+8,4	163,2	+0,9

1. Estimation.

Source : Banque de Grèce. L'économie grecque en 1964.

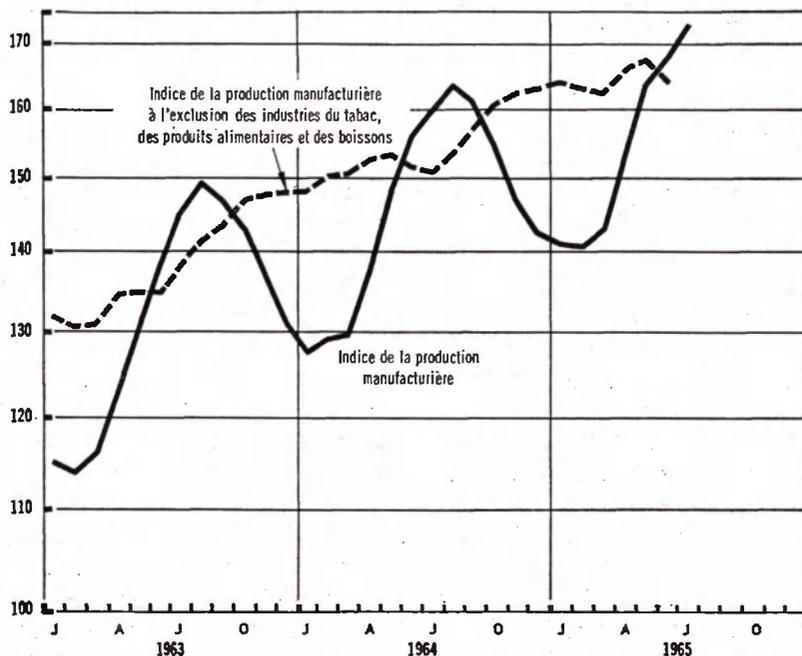
et l'industrie du ciment. L'industrie du tabac (qui reflète l'activité au stade de la première transformation de la matière première, et qui est donc directement influencée par le volume de la récolte), a contribué pour un cinquième à la progression annuelle totale de l'indice. Les constructions de logements ont fortement progressé (+ 22,7 % contre + 14,7 % en 1963), ce qui a favorablement influencé les secteurs industriels liés au bâtiment et aux travaux publics.

L'activité industrielle a été également soutenue durant les neuf premiers mois de 1965, malgré une légère baisse de son taux de progression : la moyenne des trois premiers trimestres de l'année (sans correction saisonnière) est supérieure de 9,1 % à la moyenne de la période équivalente de 1964 (qui dépassait de 11,8 % le niveau de 1963). Pour cette année encore,

**Graphique 1. INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE**  
1959 = 100

MOYENNE MOBILE SUR CINQ MOIS

Echelle semi-logarithmique



Source : Bulletin mensuel du service national de statistique.

une partie importante (le tiers environ) de l'avance de l'indice de la production industrielle est imputable à l'industrie du tabac. Si l'on tient compte de l'indice spécial excluant, outre cette dernière industrie, l'industrie alimentaire et les boissons (qui n'ont pratiquement pas progressé) la progression durant les neuf premiers mois de l'année est de 9,3 %, contre 12,1 % à la même période de l'année précédente. Pour l'ensemble de l'année, on s'attend à une croissance légèrement inférieure à celle enregistrée en 1964 (10,1 % et 8,1 % pour les industries manufacturières) [Cf. Annexe statistique, tableau 2].

Cependant, ni en 1964, ni en 1965, on ne perçoit des signes d'une modification de la structure par branches de l'industrie : les industries traditionnelles (alimentation, tabac, boissons et textiles) ont continué d'occuper près de la moitié du total de la production. Ce n'est qu'en 1966, et surtout en 1967, que la production des nouveaux complexes industriels

récemment mis en place (Esso - Pappas à Salonique, Péchiney à Delphes, Saint-Gobain à Salonique, Société anonyme des Phosphates à Nea-Karvali, etc.) devrait entraîner une modification dans la structure du produit industriel.

*Les services* ont progressé un peu plus rapidement en 1964 (+ 8,4 % de valeur ajoutée) qu'en 1963 (+ 7,5 %). En 1965, on a retrouvé le rythme de progression enregistré en 1963 (+ 7,5 %).

### *Emploi*

Il est presque certain que l'emploi en 1964 et en 1965 a atteint un niveau plus élevé que les années précédentes; mais il est difficile de mesurer les différences d'une année sur l'autre, les informations disponibles étant fragmentaires, et en partie contradictoires. Le nombre moyen des chômeurs inscrits est en constante diminution depuis 1960 (— 6,9 % en 1964); mais cette évolution reflète sans doute principalement l'influence de l'émigration. L'indice spécial de l'emploi dans l'industrie manufacturière montre un accroissement insignifiant par rapport à l'année précédente: cet indice, établi par sondage d'un échantillon d'entreprises, ne couvre ni la création de nouvelles unités, ni la disparition d'anciennes. Selon les données de la Sécurité sociale, enfin (basées sur un échantillon de cent entreprises localisées dans la région athénienne), il y aurait une diminution de l'emploi de l'ordre de 4,5 % par rapport à 1963, ce qui paraît peu explicable. La hausse de la durée moyenne hebdomadaire de travail (+ 2,2 %, contre une diminution de 1,5 % en 1963) tend à montrer que la demande de main-d'œuvre a dû être forte en 1964 : les secteurs de la construction, des travaux publics, et des transports, ont connu un niveau d'emploi sensiblement supérieur à celui de l'année précédente. Il serait urgent d'améliorer l'état de l'information statistique dans ce domaine.

### *Les conditions de la demande*

Il y a eu, en 1964 et en 1965, une très forte croissance de la demande privée et de la consommation publique; en revanche, l'investissement public est resté à un bas niveau.

La *consommation privée* s'est accrue de 8,2 % (en volume) en 1964, soit une progression légèrement inférieure à celle de 1963 (10,5 %). Cette progression s'explique essentiellement par la croissance des revenus agricoles (8,6 % en moyenne annuelle pour 1963 et 1964, contre 3,8 % en moyenne pour la période 1958-1962), et, dans une moindre mesure par l'augmentation des traitements des fonctionnaires. En 1965 l'accroissement de la consommation privée s'est maintenu sensiblement au même rythme que l'année précédente (8,6 %). La consommation publique a également marqué une forte progression en 1964 (7,1 %) et 1965 (11,9 %).

*L'investissement privé* (navires exclus) s'est très fortement accru en 1964 (25,3 % en volume, contre 13,6 % en 1963). Ces progrès sont largement dus à la croissance des investissements productifs dans l'industrie (37,6 % en volume), alors que les constructions de logements ont progressé à un rythme moindre (17,3 %). En 1965, si l'on en juge par le montant des importations de biens d'équipement et des permis de bâtir, les investissements privés ont progressé à un rythme comparable. Pour ces deux années, la très forte progression des investissements s'explique en partie par la mise en œuvre de projets nouveaux, notamment d'entreprises étrangères. Enfin, l'accroissement en 1965 des importations<sup>1</sup> de machines destinées à l'agriculture<sup>2</sup>, qui a atteint 48 %, indique que l'amélioration sensible de la situation financière du secteur agricole a joué un rôle dans l'expansion de l'investissement. Pour l'ensemble de l'année, la croissance des investissements privés fixes devrait atteindre 19 % environ.

La progression de *l'investissement public* en 1964 (+ 3,3 % en volume) n'a pas suffi à compenser le recul (— 6,6 %) enregistré en 1963. Les difficultés de financement du budget des investissements ont de nouveau limité la croissance escomptée pour 1965 (+ 3 %, contre + 9 % initialement prévus), les investissements publics se situant ainsi encore en dessous de leur niveau de 1962. Cette évolution, imputable à des problèmes de financement (contrairement à ce qui avait eu lieu en 1963, où les conditions climatiques avaient entraîné la non-exécution de projets financièrement réalisables), est extrêmement préoccupante, dans un pays où les besoins d'équipements collectifs (transports, communications, éducation, santé, infrastructure agricole, etc.) déjà très mal satisfaits auparavant, augmentent rapidement en fonction de l'industrialisation.

### *L'équilibre économique et financier*

La forte progression des diverses composantes de la demande intérieure en 1964 a augmenté les pressions sur les prix ou les revenus salariaux, mais s'est surtout répercutée sur l'évolution des échanges extérieurs, la balance commerciale s'étant profondément détériorée. En 1965, cette détérioration s'est poursuivie, tandis que la hausse des prix s'accélérait. La dépense nationale s'est trouvée couverte dans des proportions de plus en plus fortes par des transferts en provenance de l'étranger : ceux-ci, qui constituaient 5 % environ de la dépense nationale de 1960 à 1963, ont représenté 7,2 % en 1964 et 9,5 % en 1965.

1. Résultats douaniers, janvier-septembre 1965.

2. Qui ne représentent, il est vrai, que 10 % du total des importations de biens d'équipement.

TABLEAU 3. LES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS EN 1963 ET 1964

Millions de drachmes, à prix courants.

	1963			1964			TOT. 1964
	PRIVÉS	PUBLICS	TOTAL	PRIVÉS	PUBLICS	TOTAL	
							TOT. 1963
Agriculture .....	1.672	1.878	3.550	2.313	1.637	3.950	+11,3
Mines - carrières .....	313	53	366	342	20	362	-1,1
Industries manufacturières .....	2.431	565	2.996	3.500	71	3.571	+19,2
Energie .....	79	1.759	1.838	125	2.691	2.816	+53,2
Transports-Télécommunications <sup>1</sup> .....	1.905	2.734	4 639	2.594	3.402	5.996	+29,2
Logements .....	7.726	272	7.998	9.829	377	10.206	+27,6
Autres .....	2.774	564	3.308	3.437	605	4.042	+22,2
Administration .....	—	255	255	—	227	227	-11,0
<b>Total .....</b>	<b>16.870</b>	<b>8.080</b>	<b>24.950</b>	<b>22.140</b>	<b>9.030</b>	<b>31.170</b>	<b>+24,9</b>

1. Navires exclus.

Source: Memorandum de la Grèce.

## *Prix et salaires*

En 1964, le niveau des *prix* intérieurs a surtout été influencé par deux facteurs : la hausse des prix mondiaux de certains produits de base importés ; la politique de protection de la production agricole nationale suivie par le Gouvernement. L'accroissement de la demande intérieure semble avoir eu une influence moindre : ou bien il a directement entraîné une augmentation de l'offre, quand les capacités de production le permettaient (par exemple, dans le textile, les matériaux de construction, etc.); ou bien il s'est traduit par l'augmentation des importations (produits alimentaires, appareils électro-ménagers, équipement). Les autorités ont d'ailleurs favorisé cette dernière évolution chaque fois qu'il s'avérait que la production intérieure était incapable de satisfaire la demande, par l'abaissement ou même la suppression complète (mais temporaire) des droits de douane (ainsi pour la viande, les produits laitiers, etc.). L'estimation de la hausse des prix en 1964 est de 3,4 % selon l'indice implicite de déflation du produit national (qui accorde un poids important au niveau des prix des produits agricoles).

Par contre, l'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 0,8 % en moyenne annuelle; cependant, sa hausse en cours d'année a été de 1,5 % (0,7 % en 1963). Le mouvement s'est accéléré depuis le début de 1965 : l'indice du mois de novembre 1965 a dépassé de 3,8 % le niveau de novembre 1964, tandis que la moyenne des onze premiers mois de l'année dépassait de 2,8 % celle de la période correspondante de 1964. Les chiffres concordent avec l'estimation actuelle de la hausse des prix en 1965 pour le produit national (+ 3,4 %). L'indice des prix de gros a augmenté en 1964 de 3,8 % sur une base annuelle, et son mouvement ascendant s'est poursuivi en 1965 : l'accroissement des onze premiers mois a atteint 4,3 % par rapport à la période correspondante de 1964.

La hausse des *salaires* s'est accélérée en 1964 par rapport aux années précédentes sous l'effet combiné de deux facteurs : la raréfaction de la main-d'œuvre agricole, conséquence de l'émigration et de l'exode rural, d'un côté; la politique sociale, plus libérale, adoptée par les autorités, d'autre part. L'augmentation des salaires journaliers dans l'agriculture, selon certaines estimations, a été de l'ordre de 20 %, en 1964, et a dû être du même ordre en 1965. La hausse des coûts salariaux dans l'agriculture, difficilement supportable pour une branche qui reste dans l'ensemble peu mécanisée, a provoqué un transfert d'activité en faveur des productions plus extensives, comme il a été déjà signalé précédemment. Dans l'industrie et les services, la nouvelle convention collective nationale (signée en avril 1964) a augmenté les salaires minimums en vigueur depuis juin 1962 dans des proportions variant entre 11,9 % et 13,6 %, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1964. En même temps, a été introduite une « allocation de vacances » (égale au quart du salaire mensuel pour l'année 1964, et à un demi-mois de salaire à partir de l'année 1965); cette allocation correspond à une augmentation annuelle de 3,7 %. La signature de la convention collective a déclenché une

TABLEAU 4. TAUX HORAIRES DES SALAIRES DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE (OUVRIERS)

En drachmes<sup>1</sup>, novembre 1961 = 100.

	1962		1963		1964	
	DRACHMES	INDICE	DRACHMES	INDICE	DRACHMES	INDICE
Février .....	7,79	102,1	8,27	108,4	8,83	115,7
Mai .....	7,92	103,8	8,31	108,9	9,32	122,2
Août .....	8,06	105,5	8,44	110,6	9,45	123,8
Novembre.....	8,16	107,0	8,64	113,2	9,66	126,6

1. 1 drachme = 0,033 US dollar, environ.

Source : Bulletin mensuel de l'Institut National de Statistique.

**TABLEAU 4 bis. ÉVOLUTION DES SALAIRES CONVENTIONNELS DE BASE**

*En drachmes.*

	JUN 1962	JANV. 1964	JANV. 1966	INDICES		
				1964	1966	1966
				1962	1964	1962
1. <i>Salaires mensuels :</i>						
Hommes .....	1.430	1.600	1.900	+11,9 %	+18,8 %	+32,9 %
Femmes.....	1.150	1.300	1.600	+13,0 %	+23,1 %	+39,1 %
2. <i>Salaires journaliers :</i>						
Hommes .....	57	64	75	+12,3 %	+17,2 %	+31,6 %
Femmes.....	44	50	60	+13,6 %	+20,0 %	+36,4 %
3. <i>Salaires journaliers (apprentis) :</i>						
Industrie manufacturière ..	24	27	35	+12,5 %	+29,6 %	+45,8 %
Autres branches .....	22	25	35	+13,6 %	+40,0 %	+59,1 %

*Sources: Banque de Grèce : L'économie grecque en 1964 et presse grecque.*

série d'ajustements sectoriels, d'une importance variable selon les branches. Dans l'industrie manufacturière, la hausse moyenne en 1964 a été de 10,7 %, contre 6,3 % en 1963 et 3,5 % en 1962.

La tendance à la hausse des salaires n'a guère faibli durant 1965. Les pressions exercées par le rétrécissement du marché de l'emploi et les revendications syndicales ont abouti à la signature, le 14 décembre 1965, d'une nouvelle convention collective nationale fixant les salaires minimums à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1966. Selon cette convention, les niveaux minimums fixés par la précédente convention sont augmentés dans des proportions allant de 17,2 % à 23 % pour les travailleurs adultes (et sensiblement plus pour les apprentis).

### *Monnaie et crédit*

L'accroissement des liquidités de l'économie (en dehors du système bancaire) s'est accéléré en 1964; en cours d'année, l'augmentation de l'offre de monnaie a atteint 21 % contre 15 % en 1963. L'accroissement de la circulation fiduciaire a été encore plus important (23 % contre 16 % en 1963). Cette évolution est due, en premier lieu, à l'expansion considérable du financement du secteur public, qui a presque doublé en 1964 par rapport à 1963. En même temps, le financement net du secteur privé a beaucoup augmenté; l'accroissement des crédits à l'économie a quelque peu diminué relativement à 1963, mais l'augmentation des dépôts à terme et des dépôts d'épargne a très sensiblement reculé. Ce recul s'explique, du moins en partie, par la reprise des achats d'or par des particuliers sur le marché libre de l'or, déclenchée par des événements politiques (crise de Chypre). Le fort ralen-

tissement de l'augmentation des dépôts a entraîné une baisse sensible de la liquidité du système bancaire. Dans l'autre sens, la baisse des réserves en devises, et les ventes d'or par la Banque de Grèce sur le marché intérieur, ont exercé un effet de contraction important. En 1965, l'accroissement des disponibilités monétaires s'est sensiblement ralenti (+ 9 % pour les dix premiers mois, contre + 15 % pour la même période 1964). L'effet expansionniste du financement du secteur public a été sensiblement inférieur à ce qu'il avait été en 1964; et le financement net du secteur privé a diminué de moitié environ en fonction aussi bien d'un ralentissement de l'accroissement du crédit que d'une augmentation plus forte des dépôts à terme et d'épargne. En revanche, l'effet contractif du secteur extérieur a été moindre qu'en 1964.

TABLEAU 5. OFFRE DE MONNAIE ET ORIGINE DES VARIATIONS

ÉVOLUTION EN COURS DE PÉRIODE

Millions de drachmes.

	1962	1963	1964	JANVIER-SEPT.	
				1964	1965
A. OFFRE DE MONNAIE .....	+2.672	+3.113	+4.564	+3.682	+1.954
— monnaie fiduciaire.....	+2.184	+2.440	+3.357	+2.455	+1.305
— monnaie scripturale .....	+488	+673	+1.207	+1.227	+649
B. ORIGINES DE VARIATION:					
I. Secteur public .....	+1.433	+3.117	+6.046	+3.185	+1.247
a) Administration centrale .	+1.909	+2.324	+6.643	+4.255	+2.354
b) Organismes publics.....	-825	-449	-1.050	-1.065	-780
c) Entreprises publiques ...	+349	+1.242	+453	-5	-327
II. Secteur privé .....	+659	+644	+2.370	+3.292	+1.547
III. Opérations avec l'étranger....	+530	+490	-2.878	-1.858	-1.179
IV. Autres .....	+50	-1.138	-974	-937	+339

Source : Bulletin mensuel de Statistique de la Banque de Grèce.

Les crédits accordés au secteur privé ont progressé moins vite en 1964 (+ 14 %) qu'en 1963 (+ 17 %); leur progression s'est encore ralentie pendant les neuf premiers mois de 1965 (+ 7,8 % contre + 11,7 % et + 12,6 % pendant les mêmes périodes de 1964 et de 1963). Le facteur principal de ce ralentissement semble avoir été, surtout pendant la deuxième moitié de 1964, la baisse de la liquidité des banques, qui a conduit celles-ci à resserrer l'octroi de crédits. En même temps, depuis septembre 1964, la politique des autorités monétaires est devenue plus restrictive; et depuis le début de 1965, l'établissement d'un « Programme Monétaire général annuel » sous la surveillance du Comité monétaire a servi à mieux contrôler l'activité du système bancaire en fixant pour chaque établissement bancaire

des objectifs et des limites, compatibles avec l'équilibre monétaire général. Pour ce qui est de l'évolution des crédits par secteurs, les crédits accordés à l'industrie ont progressé substantiellement en 1964 (+ 16 %), quoique moins qu'en 1963 (+ 18,5 %); ils ont marqué un ralentissement très sensible en 1965 (+ 4,7 % pour les neuf premiers mois contre + 11,9 % pour la même période de 1964.) Les crédits accordés à la construction résidentielle ont augmenté rapidement (+ 26 % en 1964, + 16,6 % pendant les neuf premiers mois de 1965); les crédits accordés au secteur commercial ont marqué, en 1964, un certain ralentissement de leur progression (+ 9 %) relativement aux deux années précédentes (où leur augmentation avait été de l'ordre de 30 % par an). Il se peut qu'il y ait là l'effet du changement dans le mode de financement du commerce du tabac: le stockage du surplus non écoulé de la récolte, assuré jusqu'à la fin de 1963 par les entreprises commerciales privées, est pris en charge depuis 1964 par l'Etat. En 1965, la progression des crédits au secteur commercial a fortement repris (+ 13 % en neuf mois). Pour ce qui est de la répartition des crédits par type, il y a eu, aussi bien en 1964 qu'en 1965, une évolution favorable au profit des crédits à moyen et surtout à long terme. Cela est dû en partie aux activités de l'Organisation pour le financement du développement économique et, à partir de septembre 1964, de la Banque Nationale de développement industriel qui lui a succédé, mais aussi, à une expansion appréciable des crédits à long terme accordés par les banques commerciales.

TABLEAU 6. ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE

AUGMENTATION ANNUELLE

Millions de drachmes.

	1961	1962	1963	1964	JANVIER-SEPT.	
					1964	1965
Crédits à l'agriculture .....	1.078	669	821	1.302	199	640
Crédits à l'industrie .....	1.235	2.005	2.614	2.679	1.991	923
Crédits au commerce .....	199	1.654	1.553	692	1.688	1.096
Autres crédits au secteur privé .....	564	561	1.034	1.115	636	935
Crédits aux entreprises publiques .....	280	214	1.105	418	-96	-378
Crédits à des organisations publiques autres que l'Etat .....	336	345	282	248	185	152
Total des crédits .....	3.692	5.448	7.409	6.454	4.800	3.369
dont <sup>1</sup> :						
A long terme (plus de 5 ans) .....	1.352	1.172	1.374	2.444	1.768	1.183
A moyen terme (1 à 5 ans) .....	211	489	1.227	813	859	905
A court terme .....	1.563	3.228	3.369	2.530	2.086	1.057

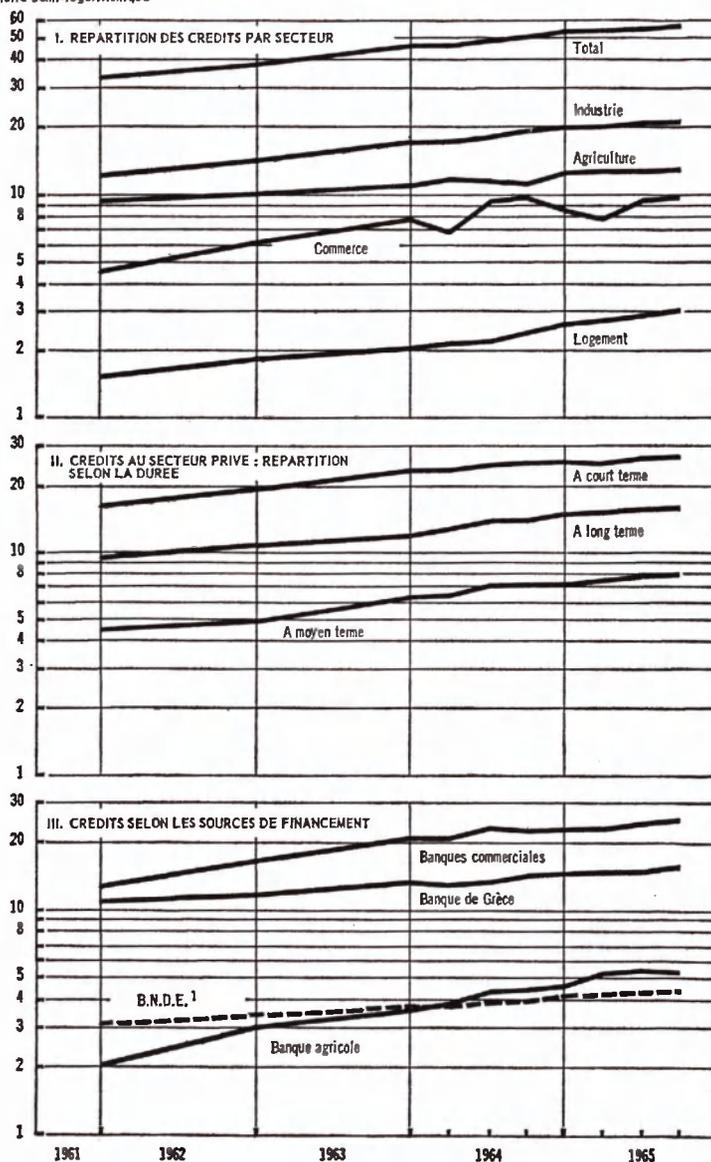
1. Secteur privé seulement.

Source : Bulletin mensuel de Statistique de la Banque de Grèce.

## Graphique 2. ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE

MILLIARDS DE DRACHMES. SITUATION EN FIN DE PÉRIODE

Echelle semi-logarithmique



1. Banque Nationale de Développement Economique.

Source : Banque de Grèce.

Les crédits au secteur public ont considérablement augmenté en 1964, presque autant que l'ensemble des crédits au secteur privé. Le passif de l'administration centrale à l'égard du système bancaire s'est accru de 4,8 milliards de drachmes (soit 30 %); de plus, il y a eu réduction de 600 millions de drachmes des avoirs à court terme de l'Administration auprès des banques. L'évolution a été moins défavorable en 1965; pendant les neuf premiers mois de cette année, l'endettement net de l'administration centrale à l'égard du système bancaire a augmenté de 1,8 milliard. Par contre, aussi bien en 1964 qu'en 1965, les crédits accordés aux entreprises et à d'autres institutions publiques ont peu augmenté; en partie, cela s'explique par le recours de ces entreprises au marché des capitaux en 1964 (emprunt de 800 millions de drachmes de l'Entreprise publique d'électricité) et à des emprunts extérieurs en 1965.

### *Finances publiques*

Le budget initial de 1964 (voir tableau 7) prévoyait une augmentation sensiblement plus rapide des dépenses ordinaires que des recettes ordinaires, et un excédent du même ordre qu'en 1963 (1,9 milliard); en même temps, le budget des investissements devait être porté de 6,66 à 7,25 milliards. On pouvait prévoir, d'autre part, que les dépenses hors budget affectées au soutien des prix agricoles (reflétées dans les mouvements du « Compte des biens de consommation » du Gouvernement auprès de la Banque de Grèce) allaient augmenter sensiblement, par suite de l'élévation des prix de soutien des produits agricoles. Le financement du budget d'investissement devait être assuré par 1,1 milliard d'excédent du budget ordinaire, 2,3 milliards d'emprunts intérieurs à long terme, et 1,7 milliard de ressources externes (aide et prêts); on prévoyait, en plus, qu'environ 1,3 milliard de crédits du budget d'investissements resteraient inutilisés (en 1963, la prévision correspondante portait sur 400 millions).

En fait, les recettes ordinaires de source interne progressant de 15,7 % sur celles de 1963 ont dépassé de 800 millions les prévisions initiales. Le taux de progression le plus grand a été celui des impôts directs (24 % sur 1963), mais la masse de l'accroissement a provenu des impôts indirects reflétant l'expansion de la consommation et des importations. Les dépenses ordinaires sont restées conformes aux prévisions; les postes qui ont le plus progressé ont été les transferts (+ 22 %), les traitements du personnel (+ 16 %) et le service de la dette publique (+ 11 %). Par fonctions, c'est l'éducation qui a bénéficié de la plus forte augmentation de crédits (35 %). en liaison avec les réformes intervenues en cours d'année. L'excédent du budget ordinaire (à la suite notamment de la non réalisation de certaines ressources extérieures) n'a atteint que 800 millions de drachmes. En même temps, le programme des investissements publics n'a été réalisé qu'à concurrence de 5 milliards environ. A vrai dire, les raisons de cette déficience ne sont pas claires; il ne semble pas qu'il y ait eu, comme au cours des années

TABLEAU 7. FINANCES

	BUDGETS	
	1963	1964
<b>A. BUDGETS :</b>		
<b>I. Budget ordinaire :</b>		
<b>a) Recettes :</b>		
i) Ressources internes .....	20.558	23.907
<i>dont :</i>		
Impôts directs .....	3.733	4.175
Impôts indirects .....	14.081	16.613
Autres recettes .....	2.744	3.119
ii) Ressources externes .....	705	705
Aide .....	705	705
Total : Recettes ordinaires .....	21.263	24.612
<b>b) Dépenses ordinaires .....</b>	<b>18.823</b>	<b>22.754</b>
Solde du budget ordinaire .....	+2.440	+1.858
<b>I bis. Recettes pour travaux OTAN .....</b>	<b>605</b>	<b>983</b>
Dépenses pour travaux OTAN .....	600	975
Solde .....	+ 5	+ 8
<b>II. Budget des investissements :</b>		
— Recettes .....	750	900
— Dépenses .....	6.660	7.250
Solde .....	-5.910	-6.350
Solde général I + I bis + II .....	-3.465	-4.484
<b>B. FINANCEMENT DU DÉFICIT DU BUDGET DES INVESTISSEMENTS :</b>		
<b>a) Ressources internes :</b>		
— Bons du Trésor .....	500	2.276
— Emprunts intérieurs .....	1.500	
— Surplus du budget ordinaire .....	1.140	
— Avances de la Banque de Grèce sur contribution de l'OTAN aux dépenses de la défense nationale .....	—	—
— Autres avances de la Banque de Grèce .....	—	—
Total (a) .....	3.140	3.376
<b>b) Ressources externes :</b>		
— Aide et prêts du gouvernement des Etats-Unis .....	484	420
— Autres prêts .....	1.770	1.170
— Dons .....	56	59
— Réparations .....	50	75
Total (b) .....	2.360	1.724
Total (a) + (b) .....	5.500	5.100
Surplus (—) ou déficit (+) <sup>2</sup> .....	410	1.250
Total .....	5.910	6.350

1. Estimations.

2. Correspondant à l'estimation des crédits non utilisés en cours d'exercice.

Source : Comptabilité de l'État.

PUBLIQUES

Millions de drachmes.

INITIAUX		RÉSULTATS				
1965	1964 = 100	1963	1964	1963 = 100	1965 <sup>1</sup>	1964 = 100
27.992	117,1	21.384	24.749	115,7	27.700	111,9
4.984	119,4	3.606	4.467	123,9	4.500	100,7
19.855	119,5	14.943	17.160	114,8	21.000	122,4
3.153	101,1	2.835	3.122	110,1	2.200	70,5
705	—	312	32	—	—	—
705	—	312	32	—	—	—
28.697	116,6	21.696	24.781	114,2	27.700	111,7
26.718	117,4	20.032	23.982	119,7	27.700	115,0
+1.979	106,3	+1.664	+799	48,0	—	—
983	—	307	484	—	700	—
975	—	298	470	—	700	—
+8	—	+9	+14	—	—	—
1.000	111,1	543	747	137,6	1.000	133,8
7.900	109,0	5.055	5.372	106,2	5.400	100,5
-6.900	108,7	-4.512	-4.625	102,5	-4.400	95,1
-4.913	—	-2.839	-3.812	—	-4.400	—
250	—	600	1.200	—	1.200	—
900	—	1.500	600	—	—	—
1.200	—	1.672	813	—	—	—
—	—	138	518	—	—	—
2.350	—	3.910	3.130	—	1.200	—
795	—	57	10	—	—	—
2.205	—	34	1.429	—	—	—
60	—	40	20	—	1.000	—
90	—	—	36	—	—	—
3.150	—	131	1.495	—	1.000	—
5.500	—	4.041	4.625	—	2.200	—
1.400	—	471	—	—	2.200	—
6.900	—	4.512	4.625	—	4.400	—

précédentes, manque de projets puisque, au contraire, la quantité de projets mis à exécution dépassait de loin le budget des investissements (on estimait, fin 1965, que le montant total des travaux en cours atteignait 30 milliards de drachmes). Les difficultés de financement ont sans doute joué un rôle important : les nouveaux emprunts à long terme que l'on comptait émettre sur le marché intérieur n'ont pu l'être qu'à concurrence de 600 millions et, pour le reste, le Gouvernement a dû recourir au placement de bons du Trésor auprès du système bancaire. D'autre part, l'aide extérieure sur laquelle on comptait ne s'est pas réalisée, et ce n'est que vers la fin de l'année que le Gouvernement a pu contracter auprès d'un groupe de banques américaines un emprunt à peu près équivalent. Cependant, des modes de financement intérimaire auraient pu être utilisés; s'ils ne l'ont pas été, c'est qu'en même temps le recours net du Gouvernement à la Banque de Grèce pour le financement des opérations du « compte des biens de consommation » a atteint 1,8 milliard de drachmes, auxquels il faut ajouter 774 millions pour le financement de la collecte du tabac.

Le budget initial de 1965 prévoyait une hausse importante des dépenses ordinaires (17,4 %), par suite de l'augmentation du service de la dette publique (+ 31,5 %), des transferts (+ 23,6 %) et des traitements (+ 10,2 %). En même temps, une réduction importante des impôts directs (10 % de tous les barèmes et relèvement du plancher) était introduite. Malgré celle-ci on prévoyait une augmentation de 19,4 % des impôts directs et autant à peu près des impôts indirects. L'excédent ordinaire devait ainsi atteindre 2 milliards de drachmes, dont 1,2 milliard contribuerait au financement du budget des investissements, qui se montait à 7,9 milliards (ou 6,5, déduction faite des crédits non dépensés). De plus, on escomptait le lancement de 900 millions d'emprunts à long terme intérieur et 3,15 milliards d'aide et prêts étrangers.

La réalisation du budget ordinaire en 1965 n'a pas été conforme aux prévisions. Pour l'ensemble de l'année, on estime que le rendement des impôts indirects (grâce surtout à l'augmentation des recettes douanières) dépassera quelque peu les prévisions, mais celui des impôts directs sera le même qu'en 1964. L'évolution du budget des investissements est encore plus préoccupante : selon les prévisions les plus récentes, les paiements effectifs dépasseront à peine le niveau (déjà médiocre) de 1964. Comme aucun emprunt n'a pu être lancé, et que l'aide extérieure a été négligeable, ces dépenses ont été financées, à concurrence de presque 1,5 milliard, par des avances de la Banque de Grèce. D'autre part, les dépenses nettes du « compte de biens de consommation » ont été sensiblement inférieures, jusqu'à octobre, à celles de l'année dernière. Pour l'ensemble de l'année, les prévisions actuelles situent le total des dépenses ordinaires à 17,7 milliards et les recettes de source intérieure au même niveau. Il n'y aura donc pas d'excédent du budget ordinaire. Les paiements au titre du budget d'investissement pour 1965 sont actuellement estimés à 5,4 milliards et seront financés pour la plus grande partie par des avances de la Banque

de Grèce et l'émission de bons du Trésor. De plus, on estime que le coût total du soutien des prix agricoles atteindra 1,7 milliard. Devant cette situation critique, le Gouvernement a déposé, avant la fin de 1965, un projet de loi prévoyant une augmentation sensible des impôts en 1966 (*cf. infra*).

### *Balance des paiements*

La balance des paiements qui, malgré sa fragilité structurelle, était restée satisfaisante jusqu'en 1963, s'est sensiblement détériorée en 1964 et en 1965. L'accroissement des importations (chiffres de paiements) s'est accéléré en 1964, et encore plus en 1965 tandis que les exportations progressaient faiblement. Il en est résulté une forte augmentation du déficit commercial. Des facteurs extra-économiques (crise de Chypre en 1964, crise gouvernementale en été 1965) ont affecté la balance des transactions invisibles courantes. Malgré un fort accroissement des importations de capital — en partie imputable à des emprunts contractés par l'Etat — la balance des paiements a présenté un déficit en 1964 et 1965, et les réserves officielles en or et devises ont baissé.

En 1964, la progression des importations a été moins forte qu'en 1963 sur la base des statistiques douanières (13,8 %, contre 17,6 %, sans navires); toutefois, les paiements pour importations ont augmenté un peu plus rapidement (17,3 %, contre 16,4 %)¹. D'après les statistiques douanières, ce sont les importations de biens d'équipement (un cinquième du total) qui ont le plus progressé (28,9 %); les importations de biens de consommation manufacturés (un tiers environ du total) ont augmenté de 17 %. La progression des importations de matières premières a été de 8,2 %. L'augmentation des importations de produits alimentaires (14,4 %) traduit le mauvais ajustement de la structure de la production agricole aux changements dans la répartition de la demande intérieure, et aussi la hausse des prix internationaux de ces produits.

En 1965, l'augmentation des importations² a été de 27 % pendant les neuf premiers mois comparés à la même période de 1964 (statistiques douanières); les paiements pour importations pour l'ensemble de l'année semblent devoir atteindre 980 millions de dollars, soit 18 % de plus qu'en 1964. Toutefois, ces augmentations reflètent le niveau élevé atteint déjà à la fin de 1964. Les chiffres trimestriels des paiements pour importations sont en fait restés pratiquement stables depuis le dernier trimestre de 1964. Ce sont encore les importations de biens d'équipement qui ont le plus fortement progressé en 1965.

1. La différence des deux séries est particulièrement importante dans le cas de la Grèce, à cause de trois catégories d'importations qui ne sont pas reflétées dans les statistiques des paiements : passage de navires de propriété grecque sous pavillon grec; importations couvertes par des crédits de fournisseurs; importations de biens d'équipement correspondant à certains types d'investissements étrangers.

2. Y compris navires.

TABLEAU 8. BALANCE DES

	1962	1963	1964	1963	
				1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.
Importations (Paiements) .....	608,5	708,4	831,3	167,3	148,2
Exportations .....	242,6	295,9	308,4	87,5	65,6
Balance commerciale.....	-365,9	-412,5	-522,9	-79,8	-82,6
Recettes invisibles .....	379,6	454,3	479,5	95,3	108,7
Dépenses invisibles .....	87,6	99,0	129,3	20,3	25,7
Balance invisible .....	292,0	355,3	350,2	75,0	83,0
Balance courante .....	-73,9	-57,2	-172,7	-4,8	0,4
Transferts de capitaux (nets) .....	71,1	75,2	140,2	26,7	3,0
Balance avant aide .....	-2,8	18,0	-32,5	21,9	3,4
Aide - Réparation .....	55,7	42,9	37,9	18,0	7,2
Erreurs et omissions .....	-4,7	-53,0	-17,0	-17,7	-18,0
Balance des paiements .....	48,2	7,9	-11,6	22,2	-7,4
Mouvement de réserves officielles .....	19,4	7,9	-11,6	15,9	-1,1
Mouvement des crédits de fournisseurs ...	31,8	23,2	32,1	7,2	1,2
Réserves officielles .....	269,9	277,9	266,3	285,8	284,7
Crédits de fournisseurs.....	146,7	169,9	202,0	153,8	165,0

Source : Bulletin de Statistique de la Banque de Grèce.

La progression des *exportations* en 1964 a été faible (6,5 % sur la base des chiffres douaniers, 4 % sur celle des paiements); cependant, la comparaison avec 1963 est peu significative, les exportations de cette année ayant été gonflées par des ventes tardives de tabac qui, normalement, auraient dû avoir lieu en 1962. Entre 1962 et 1964, les exportations ont progressé de 23,4 % sur la base des chiffres douaniers, et de 27 % sur la base des paiements. Ce n'est pas tellement le rythme de progression des exportations, mais leur structure qui reste préoccupante; malgré l'apparition de quelques nouveaux produits (essentiellement fruits et légumes frais), elles restent toujours dominées par quelques produits traditionnels (tabac, raisins secs, etc.), et les exportations de produits industriels restent très faibles (5 % environ au total). En 1965, les données douanières des huit premiers mois laissent paraître une augmentation des exportations de 14 % sur la même période de 1964; la progression des paiements pour les neuf premiers mois est de 16,4 %. Cette évolution est due en partie à la vente de stocks de tabac. Pour l'ensemble de l'année, l'accroissement des exportations totales n'excéderait pas 10 %.

La progression constante des *recettes invisibles nettes* avait permis, durant les dernières années, de combler presque intégralement le déficit des opérations commerciales. Depuis 1963, cependant, cette progression s'est sérieusement ralentie. En 1964, le solde net des transactions invisibles a été légèrement inférieur à celui de l'année précédente, les recettes touris-

PAIEMENTS TRIMESTRIELS

Millions de dollars.

1963		1964				1965		
3 <sup>e</sup> TRIM.	4 <sup>e</sup> TRIM.	1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.	3 <sup>e</sup> TRIM.	4 <sup>e</sup> TRIM.	1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.	3 <sup>e</sup> TRIM.
175,7	217,2	175,8	201,4	204,4	249,7	230,8	236,5	237,5
39,7	103,1	81,2	65,6	42,5	119,1	83,6	86,7	50,0
-136,0	-114,1	-94,6	-135,8	-161,9	-130,6	-147,2	-149,8	-187,5
128,9	121,4	95,5	121,1	130,9	132,0	100,5	140,4	156,8
25,7	27,3	24,8	28,9	35,7	39,9	27,9	37,1	40,1
103,2	94,1	70,7	92,2	95,2	92,1	72,6	103,3	116,7
-32,8	-20,0	-23,9	-43,6	-66,7	-38,5	-74,6	-46,5	-70,8
20,8	24,7	17,7	19,3	43,2	60,0	43,9	40,9	56,3
-12,0	4,7	-6,2	-24,3	-23,5	-21,5	-30,7	-5,6	-14,5
7,0	10,7	6,9	16,1	4,6	10,3	6,7	2,3	1,3
-2,8	-14,5	3,6	5,5	8,0	-34,1	13,0	3,9	-8,8
-7,8	0,9	4,3	-2,7	-10,9	-2,3	-11,0	+0,6	-22,0
-7,8	0,9	-1,9	2,7	-10,9	-2,3	-17,1	-0,6	-6,0
14,6	-9,7	5,5	10,7	12,0	3,9	5,2	20,0	11,1
276,9	277,9	275,9	279,5	268,6	266,3	249,2	248,6	242,7
179,6	169,9	175,4	186,2	198,2	202,0	207,1	227,2	238,3

tiques ayant marqué une diminution, de même que les remises des émigrants. Il y a là sans doute l'incidence de la crise de Chypre, qui a directement affecté le mouvement touristique et, aussi, détourné une partie des recettes en devises des circuits officiels : en effet, le nombre des touristes a augmenté de 3 %, alors que les recettes de tourisme marquaient un recul de 5 %. La progression de ces deux postes a toutefois repris pendant les neuf premiers mois de 1965, malgré la crise politique qui a marqué l'été de cette année. Cependant, pour le tourisme, le détournement des recettes des canaux officiels s'est vraisemblablement poursuivi : de janvier à septembre, le nombre de touristes s'est accru de 27,4 % alors que les recettes progressaient de 18 %. Plus préoccupantes est l'augmentation rapide des dépenses invisibles courantes (+ 30 % en 1964, + 17 % pour les neuf premiers mois de 1965), qui constituent désormais un poste non négligeable de la balance des paiements grecque. Il semble, toutefois, que le solde net des invisibles courants présentera une progression substantielle en 1965 (400 millions de dollars contre 350 en 1964).

Le déficit de la balance courante — qui est passé de 57 millions de dollars en 1963 à 173 millions en 1964 et 190 millions pour les neuf premiers mois de 1965 — a été compensé pour une grande partie par des *entrées de capitaux privés et publics* (voir tableau 8). Il est encourageant de constater que les postes les plus importants d'entrées de capitaux privés à long terme ont marqué de fortes progressions, aussi bien en 1964 qu'en 1965, bien que,

TABLEAU 8 bis. BALANCE DES PAIEMENTS ANNUELS

Millions de dollars.

	1962	1963	1964	JANV.-SEPT.	
				1964	1965
Importations totales caf .....	640,5	732,4	870,2	616,8	748,0
Exportations fob .....	242,6	295,9	308,4	189,3	220,3
Balance commerciale .....	-397,9	-436,5	-561,8	-426,5	-527,7
Recettes invisibles .....	379,6	444,3	479,5	347,5	397,7
dont :					
Tourisme .....	76,0	95,4	90,9	66,8	78,7
Marine marchande .....	108,7	125,3	147,2	104,2	116,5
Remises des émigrants .....	117,2	128,5	116,4	82,2	94,2
Services gouvernementaux .....	20,8	18,0	9,7	7,8	12,9
Revenus des facteurs .....	24,3	41,6	63,1	44,7	57,6
Autres .....	32,6	45,5	52,1	41,8	37,8
Dépenses invisibles .....	87,6	98,9	129,3	89,4	105,1
dont :					
Tourisme .....	21,8	27,5	38,6	27,5	34,0
Services gouvernementaux .....	13,0	13,2	25,4	17,1	22,4
Intérêt - dividendes .....	7,7	7,7	9,1	6,0	8,4
Autres .....	45,1	50,5	56,2	38,8	40,3
Solde net des invisibles .....	+292,0	+355,3	+350,2	+258,1	+292,6
Balance des transactions courantes .....	-105,9	-81,2	-211,6	-168,4	-235,1
Transferts de capitaux (nets) .....	103,0	99,2	179,5	115,3	193,1
a) à long terme .....	84,1	84,3	160,5	93,1	159,4
— loi 2687/53 .....	14,3	28,4	42,8	26,6	52,8
— autres capitaux d'entreprises .....	12,3	13,2	7,6	4,1	12,0
— autres capitaux privés .....	40,7	43,5	53,1	37,0	42,0
— banques .....	0,1	4,4	4,2	4,3	1,1
— état .....	-1,2	-1,6	41,9	12,4	18,5
— autres entreprises et organismes publics .....	9,4	-6,1	-5,2	-3,4	22,7
— crédits des fournisseurs .....	11,1	6,6	17,1	12,6	12,3
— crédit UEP .....	-2,6	-4,1	-1,0	-0,5	-2,0
b) à court terme .....	18,9	14,9	19,0	22,2	33,7
— loi 2687/53 .....	6,2	3,3	3,2	3,2	1,0
— crédits des fournisseurs .....	20,7	16,6	15,0	15,7	24,0
— comptes AME., clearings .....	-8,4	-4,6	-0,6	2,8	6,1
— autres .....	0,4	-0,4	1,4	0,5	2,6
Balance avant aide .....	-2,9	+18,0	-32,1	-53,1	-42,0
Aide - Réparations - Restitutions .....	55,7	42,9	37,9	27,6	10,3
Erreurs et omissions .....	-4,7	-53,0	-17,0	17,2	8,1
Balance des paiements .....	48,1	7,9	-11,2	-8,3	-23,6

Source : Bulletin de Statistique de la Banque de Grèce.

pour une bonne partie, ces entrées correspondent à des accords et des projets massifs conclus depuis quelques années (Péchiney, Esso-Papas, etc.). Il y a eu aussi une progression substantielle des emprunts d'Etat et des entreprises publiques, lesquels, peu importants en 1963, ont représenté 69 millions de dollars (nets) en 1964, et 18 millions au premier semestre de 1965 (prêt de la BEI, emprunt du Gouvernement auprès des banques américaines, etc.). En revanche, les entrées au titre de l'aide et des réparations sont devenues insignifiantes.

L'impact du déficit de la *balance des paiements* sur les réserves officielles a été encore atténué par l'augmentation importante des crédits des fournisseurs; leur accroissement a été de 32 millions de dollars en 1964 (dont 15 à court terme), et de 25 millions au premier semestre de 1965 (dont 15 à court terme). En septembre 1965, le montant total de ces crédits était devenu presque égal à celui des réserves officielles en or et devises. D'autre part, les avoirs étrangers à court terme des banques commerciales qui, en 1963, avaient augmenté de 38 millions de dollars ont baissé de 35 millions en 1964; ils ont toutefois de nouveau augmenté de 9 millions pendant les huit premiers mois de 1966. Les réserves officielles ont diminué de 11,6 millions en 1964 et de 35 à 40 millions en 1965.

## II. LES PERSPECTIVES POUR 1966 ET LES PROBLÈMES IMMÉDIATS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Deux ordres de problèmes se posent actuellement aux responsables de la politique économique grecque. Il s'agit, d'abord, d'enrayer la hausse des prix, d'arrêter la détérioration de la balance des paiements, de reconstituer un excédent du budget ordinaire capable de financer une partie substantielle des investissements publics — en bref, de rétablir l'équilibre de l'offre et de la demande globales. Il s'agit, en deuxième lieu, de poser les bases d'une politique cohérente et concrète de développement qui, profitant des progrès déjà accomplis et corrigeant les nombreux déséquilibres et irrationalités qui subsistent, permette à l'économie grecque d'avancer dans la voie de l'industrialisation, de faire face aux problèmes que lui posera son intégration à la CEE mais aussi d'exploiter les possibilités que celle-ci offrira.

L'évolution de l'économie en 1966 paraît particulièrement incertaine. Du côté de la demande, plusieurs facteurs agiront dans des directions divergentes. Les revenus agricoles ne progresseront vraisemblablement guère sur ceux de 1965 (1966 étant une année creuse pour la récolte de l'olivier, et les mesures mentionnées plus loin devant, du moins doit-on l'espérer, entraîner une réduction de la production de blé). Les revenus des salariés, par contre, exprimeront l'effet de la récente hausse des salaires conventionnels de base — hausse de l'ordre de 20 % relativement aux minimums

établis en 1964, mais qui ne sera peut-être que de l'ordre de 10 % relativement aux salaires effectifs de 1965. Au total, la hausse nominale des revenus des consommateurs pourrait être de l'ordre de 7 à 8 % — à taux d'imposition inchangés — et, compte tenu de la hausse des prix déjà intervenue au cours de 1965, de l'ordre de 5 à 6 % en termes réels. Les dépenses courantes de l'Etat augmenteraient, d'après la première esquisse de budget 1966, d'environ 9 % en valeur nominale, et d'un pourcentage sensiblement inférieur (4 %) en volume. Les intentions actuelles concernant le budget des investissements publics indiquent une augmentation de l'ordre de 14 % (en volume). Les prévisions concernant les investissements privés sont évidemment les plus hasardeuses. Il est possible que divers facteurs influenceront défavorablement les investissements productifs privés; cependant ce que l'on sait déjà d'un certain nombre de projets importants et de la progression probable de la construction de logements fait penser que l'expansion de l'investissement fixe privé pourrait être du même ordre qu'en 1965, soit 18,5 %. La formation de stocks (reflétant les récoltes) devrait être sensiblement inférieure à celle de 1965. Au total, la progression probable de la demande intérieure paraît devoir être (à prix constants) de l'ordre de 6 à 7 %. Un accroissement du même ordre de la production nationale est réalisable; il exigerait avec une production agricole en légère diminution, que la progression de la production industrielle dépasse quelque peu 10 % et celle des services 7 % (contre, respectivement 11 % et 8 % pendant les deux dernières années). Il faut, de plus, tenir compte de l'augmentation sensible des revenus en provenance de l'étranger (environ 12 %). Cependant, la réalisation de cet équilibre théorique possible repose sur plusieurs conditions qui ne seront pas faciles à remplir.

La consommation privée est la composante de loin la plus importante de la demande, dont elle représente 70 %; elle exerce une influence directe et forte sur la balance des paiements, par les importations de biens de consommation manufacturés et de produits alimentaires; et c'est de son côté qu'il y a les risques les plus forts de dérapage. Il sera donc essentiel d'en modérer le rythme de croissance — qui a été fort substantiel depuis deux ans — et de le maintenir aux environs de 5 à 6 % en 1966. Cela exigera une surveillance étroite de l'évolution des revenus. Il importe, en premier lieu, qu'il n'y ait pas d'augmentation des subventions ou d'autres transferts courants vers le secteur agricole, sauf lorsque ces subventions visent le développement de productions profitables et vendables. En deuxième lieu, on devrait éviter de nouvelles hausses de salaires au-delà de celles déjà accordées. Enfin, pour limiter les risques d'une croissance excessive de la consommation, et pour en atténuer les effets sur la balance des paiements, une augmentation des impôts directs et des impôts indirects sur les biens de consommation durables est nécessaire.

En vue de cette nécessité, les Autorités ont déjà procédé à une augmentation de certaines taxes indirectes (augmentation du coefficient de l'impôt sur le chiffre d'affaires qui passe de 6 à 7 %, augmentation des taxes sur les

TABLEAU 9. CONDITIONS D'ÉQUILIBRE EN 1966

Milliards de drachmes aux prix de 1965.

	1965	1966	1966 1965 = 100
1. Consommation privée .....	119,4	126,4	105,9
2. Consommation publique .....	19,9	20,7	104,0
3. Investissement fixe privé <sup>1</sup> .....	26,7	31,6	118,5
4. Investissement fixe public .....	9,6	10,9	113,8
5. Formation de stocks .....	5,5	4,7	
Total d'utilisation intérieure de ressources .....	181,1	194,3	107,3
6. Production intérieure brute (au coût des facteurs) ...	139,4	147,8	106,0
a) agriculture .....	38,4	38,0	99,0
b) industrie .....	38,5	42,9	111,4
c) services .....	62,5	66,9	107,0
7. Revenu des facteurs provenant de l'étranger (net) ....	5,8	6,5	111,7
8. Revenu national brut (au coût des facteurs).....	145,2	154,3	106,3
9. Produit national brut aux prix du marché .....	166,5	178,0	106,9
10. Emprunt net et transferts nets en provenance du reste du monde.....	14,6	16,3	111,3
Total des ressources .....	181,1	194,3	107,3

1. Navires exclus.

camions et voitures particulières). En même temps, elles ont déposé un projet de loi prévoyant une augmentation des impôts directs frappant les personnes physiques (augmentation des barèmes de 10 % applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1966), une augmentation des droits de timbre et l'abolition des exemptions fiscales. La nécessité d'une augmentation des impôts est claire non seulement du point de vue de l'équilibre global de l'économie, mais aussi du point de vue des finances publiques. Il est évident que l'augmentation des dépenses ordinaires de l'Etat devrait être limitée le plus possible. Un certain degré d'augmentation « automatique » (service de la dette publique, augmentation de la masse des traitements en fonction des promotions, etc.) sera toutefois inévitable. Les Autorités estiment actuellement que le total des dépenses du budget ordinaire en 1966 sera de 30,3 milliards, en augmentation de 2,6 milliards (9,4 %) sur les estimations actuelles de ces dépenses en 1965. Quant aux recettes (27,7 milliards en 1965), on s'attend à un accroissement automatique de 3 milliards (en fonction de l'expansion du revenu national). Cette différence (300 millions), ajoutée aux recettes supplémentaires que doivent rapporter les nouveaux impôts (estimés à 1,7 milliard de drachmes), rétablira l'excédent du budget ordinaire à un niveau de l'ordre de 2 milliards de drachmes qui seraient utilisés au financement du budget des investissements.

Le budget des investissements du Gouvernement central pour 1966 se monte à 6 milliards (tandis que celui de 1965 prévoyait 6,5 milliards,

dont seulement 5,4 milliards auront été réalisés à cause des difficultés de financement). Si l'excédent de 2 milliards du budget ordinaire se réalise, et compte tenu d'environ un milliard de « recettes propres » du budget d'investissements (essentiellement : contributions d'autres organismes publics, autorités locales, etc., au financement de projets qui les intéressent), le découvert de ce budget sera de l'ordre de 3 milliards. Le Gouvernement compte pouvoir placer des emprunts intérieurs pour 1,2 milliard; ce chiffre paraît réalisable (des emprunts à long terme de 1,5 milliard avaient pu être placés en 1963), si l'équilibre économique et la confiance sont rétablis. Pour le reste, soit 1,8 milliard, le Gouvernement espère pouvoir recourir au financement extérieur. Le budget des investissements pose aussi d'autres problèmes (la nature des projets) évoqués dans la partie suivante de ce rapport.

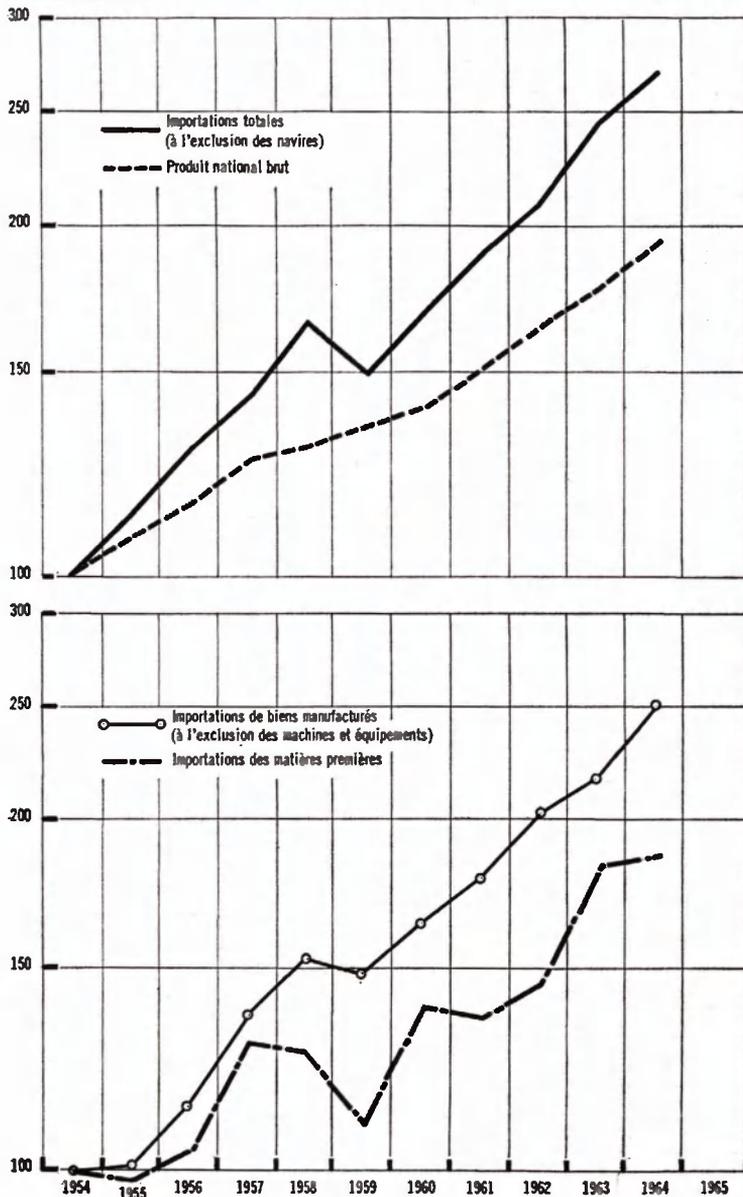
Pour ce qui est de l'investissement privé, il ne semble pas que l'on doive craindre, à l'heure actuelle, son développement excessif. Le danger serait plutôt que la détérioration de l'état de confiance, combinée à l'effet déflationniste du déficit extérieur (en supposant le secteur public en équilibre), n'induisse une stagnation des investissements productifs privés en dehors des quelques grands projets dont la réalisation continuera ou s'achèvera en 1966, et dont le financement (interne et externe) est assuré par des capitaux importés. C'est à ces projets que correspond pour une part importante l'estimation d'augmentation des investissements indiquée dans le tableau 9. Il est même possible qu'au cours de 1966 des interventions des autorités monétaires s'avèrent nécessaires pour éviter un resserrement excessif du crédit. Ce n'est que dans le domaine de la construction résidentielle que des mesures de restrictions et de réorientation semblent s'indiquer. De même, il est indispensable de maintenir et d'étendre les restrictions imposées en 1965 à la vente à crédit de biens de consommation.

Ce sera sans doute du côté de la balance des paiements qu'un équilibre acceptable sera le plus difficile à réaliser. Même si l'expansion de la demande interne est maintenue dans des limites comparables à l'accroissement réalisable du produit national, il ne s'ensuit pas que la balance extérieure sera en équilibre. Les ressources internes et externes ne sont pas parfaitement substituables les unes aux autres, et spécialement pas dans le cas de la Grèce. Vu sous un autre angle, le problème est celui de l'élasticité des importations relativement au produit national. Celle-ci a été en moyenne, au cours des dix dernières années, d'environ 1,8. Une augmentation du produit national de 6 % en 1966 pourrait donc entraîner une augmentation de 10 à 12 % des importations — environ 100 à 120 millions de dollars — les portant ainsi aux environs de 1.100 millions de dollars (contre 980 millions en 1965). Ce chiffre pourrait du reste être dépassé, en fonction de l'augmentation de la part dans la dépense nationale de l'investissement (qui a un contenu d'importation élevé) et de la modernisation de la structure des dépenses des consommateurs. En fait, les autorités grecques prévoient une augmentation de 15 % des importations qui atteindraient ainsi 1.130 mil-

### Graphique 3. PRODUIT NATIONAL ET IMPORTATIONS

INDICES DE VOLUME, 1954 = 100

Echelle semi-logarithmique



Source : Statistiques grecques.

lions de dollars (à partir d'une prévision d'augmentation de 7 % du PNB). Les prévisions actuelles sur les exportations en 1966, qui tiennent compte des ventes probables de nouvelles unités industrielles, les situent à 390 millions de dollars. Le déficit commercial atteindrait ainsi 740 millions de dollars, en augmentation de 100 millions sur 1965. Compte tenu d'un accroissement du solde net des invisibles (passant de 400 à 450 millions de dollars), le déficit courant officiellement prévu est de 290 millions (contre 240 millions en 1965). Les entrées escomptées de capitaux sont de l'ordre de 200 millions de dollars (contre 190 en 1965). Le déficit final de la balance des paiements atteindrait ainsi 90 millions (contre 35 à 40 en 1965). Cette estimation pourrait s'avérer quelque peu pessimiste; si les autorités réussissent à contenir l'expansion de la demande intérieure dans des limites raisonnables, on peut espérer que les importations augmenteront quelque peu moins que prévu. D'un autre côté, il se peut que les entrées de capitaux soient légèrement surestimées.

### III. PROBLÈMES DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Depuis la stabilisation économique et financière de 1952-1953, les progrès accomplis par l'économie grecque ont été considérables. Le produit national brut s'est accru de 1953 à 1963 à un taux moyen annuel de 6,3 % (en volume), alors que les prix n'augmentaient que modérément et les réserves de change passaient de 120 à 280 millions de dollars. On a vu qu'en 1964 et 1965 la croissance a été encore plus forte, mais qu'elle s'est accompagnée de tensions inflationnistes et d'un déséquilibre des paiements extérieurs.

Le bilan de la politique économique depuis douze années n'est assurément pas négatif. Un effort appréciable a été fait pour le développement de l'infrastructure du pays. Des cultures nouvelles (coton, riz) ont été développées, et les exportations agricoles se sont quelque peu diversifiées. Ces dernières années, la loi sur les investissements étrangers et des accords conclus avec des groupes financiers et industriels étrangers ont permis l'installation de quelques grandes unités industrielles. L'infrastructure et la publicité touristiques ont été développées. La gestion de la politique monétaire et du crédit a été remarquablement efficace. La politique fiscale a pu assurer, du moins jusqu'en 1963, un excédent substantiel de budget ordinaire, qui a servi au financement des investissements publics.

Cependant, en même temps, plusieurs problèmes graves subsistaient sans être vraiment entamés : la structure de la production agricole est restée essentiellement la même, et il n'a pas été fait d'effort sérieux pour l'adapter à la nouvelle orientation de la demande internationale, ni à l'évolution prévisible de la demande intérieure; les problèmes posés par la petite taille des exploitations et l'exode rural n'ont pas été davantage envisagés; sur le plan industriel, il ne semble pas qu'il y ait eu une conception cohérente, appliquée

systématiquement, de l'orientation que devrait prendre l'industrialisation du pays. La canalisation de l'épargne privée vers les investissements productifs est restée insuffisante. Malgré quelques dispositions fiscales favorisant la décentralisation, la croissance exorbitante de la région athénienne a continué à drainer l'essentiel des ressources du pays. L'éducation, particulièrement l'éducation professionnelle et technique, a été très peu améliorée et beaucoup reste à faire pour l'adapter aux besoins changeants d'une société en voie d'industrialisation. L'appareil administratif est resté à la fois pléthorique et peu efficace.

Cette situation est devenue plus difficile en 1964 et 1965. Certes, la politique suivie par le gouvernement essayait de répondre à certains des problèmes permanents du pays — les bas revenus de la grande majorité des agriculteurs, ou le besoin d'étendre l'éducation. On a déjà vu que, appliquée sans prendre suffisamment en considération les conditions générales de l'équilibre économique, cette politique a contribué à créer des tendances inflationnistes, avec élimination de l'excédent budgétaire, hausse des prix et déséquilibre des transactions extérieures. Mais, ce qui est plus important peut-être, appliquée sans harmonisation suffisante avec une conception de l'avenir du développement, elle a conduit à accentuer les déficiences structurelles du pays en imprimant à la production agricole une orientation irrationnelle et en dispensant pendant un nombre accru d'années un enseignement qui ne prépare pas suffisamment les jeunes à une utilisation productive de leurs capacités.

TABLEAU 10. ACCROISSEMENT DE LA DEMANDE ET SES EFFETS

Millions de drachmes.

	1962	1963	1964
I. Production nationale (année précédente) <sup>1</sup> .....	110.964	119.251	132.484
II. Dépenses nationales totales (A + B) .....	125.908	138.774	158.400
A. Consommation .....	100.280	110.664	125.200
1. privée .....	85.601	94.112	105.300
2. publique .....	14.679	16.552	19.900
B. Investissements .....	25.628	28.110	33.200
1. Capital fixe .....	23.122	24.950	29.900
2. Stocks .....	2.506	3.160	3.300
III. Accroissement de la demande dans l'année (II - I) se répartissant en : .....	14.944	19.523	25.916
IV. Augmentation de la production en volume <sup>1</sup> ...	5.435	10.774	12.287
V. Demande excédentaire .....	9.509	8.749	13.629
couverte par :			
1. Hausse des prix .....	2.852	2.459	4.229
2. Déficit de la balance des paiements .....	6.657	6.290	9.400

1. Ces données sont exprimées aux prix de l'année précédente; les autres données du tableau sont exprimées aux prix de l'année en cours.

Source : Banque de Grèce; l'Économie grecque en 1964 (en grec).

Des plans de développement ont été adoptés par les Autorités depuis 1960; et, actuellement, un Plan pour la période 1966-1970 est en cours d'élaboration. Jusqu'ici, cependant, ces Plans ont été essentiellement un ensemble de projections macroéconomiques incarnant l'évolution souhaitable de certaines grandeurs et illustrant les conditions (d'investissement, d'importations, etc.) sous lesquelles cette évolution pourrait avoir lieu. De tels exercices ne sont certes pas dépourvus d'utilité. Mais la substance du problème se trouve ailleurs. L'économie grecque a besoin, avant tout, d'une politique de développement plus cohérente et plus concrète, fixant à la fois les orientations désirables et les mesures nécessaires pour y parvenir. Cette politique, une fois formulée, devrait être assortie des moyens d'exécution nécessaires. Enfin, la coordination des activités des instances de décision et d'exécution devrait être mieux assurée. Les paragraphes qui suivent visent à discuter, parmi les problèmes d'une telle politique de développement, ceux qui ont le plus de poids à court et à moyen terme.

Dans le domaine de l'*agriculture*, la première question qui se pose est celle de l'orientation souhaitable des cultures. Cette orientation n'est pas difficile à définir dans ses principes. En premier lieu, il faut que la structure de la production s'adapte à la demande intérieure, qui est en train d'évoluer. Il est certain que l'augmentation de la demande d'aliments d'origine animale, observée depuis plusieurs années, s'accélénera dans les années à venir. Si la Grèce ne veut pas éprouver les difficultés sérieuses qu'ont connues au cours des dernières années des pays comme l'Italie ou l'Espagne — où la croissance des revenus a entraîné une augmentation beaucoup plus que proportionnelle de la consommation d'aliments d'origine animale, avec des conséquences graves aussi bien pour les prix que pour les importations —, il faut que dès maintenant des mesures très substantielles d'encouragement de l'élevage et des cultures fourragères soient prises. Conjointement, il faut ramener la production de blé au niveau correspondant aux besoins domestiques.<sup>1</sup> Par ailleurs, il faut encourager les productions exportables, comme le coton et les fruits et légumes, pour lesquelles des possibilités importantes existent en Europe occidentale.

Encore faut-il qu'une telle orientation — qui, en théorie, est généralement admise — soit concrétisée par des mesures susceptibles de l'induire. Or, c'est sur ce point que les déficiences de la politique économique sont apparues le plus clairement. Depuis de longues années, la politique de soutien de l'agriculture a pris la plupart du temps la forme d'un soutien des prix, sans considération des changements structurels nécessaires. Ce soutien

1. Le coût pour l'économie que représente l'extension de la culture du blé est illustré par les deux groupes suivants de données : d'une part, le coût total pour l'Etat de la tonne de blé est environ le double du prix mondial; d'autre part, la production de 1964 et de 1965 a dépassé d'environ un tiers les besoins nationaux : compte tenu des différences de rendement à l'hectare, il est probable que la production nécessaire pour satisfaire les besoins nationaux aurait pu être faite sur la moitié ou les trois-cinquièmes des terres qui ont été effectivement emblavées.

a été encore renforcé en 1964, et cela, en conjonction avec d'autres facteurs, a conduit à la surproduction de blé en 1964 aussi bien qu'en 1965. A l'automne 1964, on a voulu limiter les effets défavorables de cette politique par de nouvelles dispositions. Le Gouvernement a, pour la première fois, annoncé d'avance les prix minimums qui seraient appliqués pour le blé lors de la campagne 1964-1965. Ces prix étaient dégressifs, suivant la superficie emblavée, les petits propriétaires bénéficiant des prix plus élevés. En même temps, la Banque agricole a été habilitée à octroyer aux petits agriculteurs (ayant cultivé en 1963-64 jusqu'à quatre hectares de blé) un prêt sans intérêt d'un montant égal à cinq fois la somme qu'ils ont perçue en 1964, en cédant, au prix garanti préférentiel, leur production à l'Etat. Mais, en même temps, ils devaient s'engager à ne plus cultiver de blé, et à utiliser ce capital au financement des investissements nécessaires à leur reconversion. Les prix garantis pour les cultures fourragères, la viande, le lait et les œufs, ainsi que les subventions accordées au prorata de la surface cultivée pour les cultures que le gouvernement souhaitait encourager spécialement (coton, en particulier), ont été annoncés simultanément. Les buts de cette politique étaient donc d'encourager de nouvelles cultures, d'accroître la production des produits de l'élevage et de décourager la culture du blé. Cependant, le relèvement du prix garanti du blé, notamment pour les petites exploitations, s'est avéré beaucoup plus déterminant que les autres interventions, d'autant plus que la raréfaction concomitante de la main-d'œuvre agricole exerçait une pression sur les salaires. Les cultures arbustives en effet ne sont influençables qu'à long terme par des actions sur les prix et, pour les autres cultures (coton en particulier), le coût de la main-d'œuvre joue un rôle prédominant. La culture du coton (dont la production en 1964 et 1965 a diminué de 30 % par rapport au niveau record de l'année 1963) a été remplacée par celle du blé, malgré la majoration des subventions et autres aides publiques.

Il y a donc lieu de modifier graduellement dans un sens plus restrictif, et surtout plus sélectif, la politique de soutien des prix agricoles, d'une part pour en réduire le coût budgétaire, d'autre part pour favoriser une meilleure répartition des productions. Il faut évidemment s'assurer aussi que les rapports relatifs des divers prix de soutien favorisent, au lieu de contre-carrer, la modification souhaitée des cultures. Il faut enfin, et surtout, que l'action par les prix soit complétée par une aide, assortie d'assistance technique, aux investissements agricoles qui vont dans le sens désiré. Certaines mesures prises récemment semblent traduire un changement dans cette direction, et l'on doit souhaiter qu'elles soient poursuivies et accentuées. En effet, d'une part les ressources affectées dans le budget de 1966 au soutien de l'agriculture sont sensiblement inférieures à celles du budget de 1965 (1,3 milliard au lieu de 1,7). D'autre part, si les autorités ont annoncé récemment (octobre 1965) que les prix des céréales pratiqués en 1965 seraient reconduits en 1966, elles ont assorti cette mesure de certaines restrictions : l'Etat n'achètera plus le blé produit sur des terres irriguées

TABLEAU 11. « COMPTE DES BIENS DE CONSOMMATION » DU  
GOUVERNEMENT AVEC LA BANQUE DE GRÈCE<sup>1</sup>

Millions de drachmes.

	1962	1963	1964	JANVIER-OCTOBRE	
				1964	1965
<b>A. DÉPENSES :</b>					
<b>I. En devises</b> .....	594	1.371	1.198	987	942
<i>dont :</i>					
— blé .....	41	117	39	39	44
— maïs et autres céréales .....	205	400	358	393	396
— huiles végétales .....	—	210	200	79	124
— Produits Pétroliers .....	214	208	206	140	132
<b>II. En drachmes</b> .....	3.165	2.807	4.927	4.516	4.129
<i>dont :</i>					
— blé .....	1.997	1.625	3.270	3.200	2.985
— huile d'olive .....	460	309	630	630	165
<b>Total des dépenses</b> .....	3.759	4.178	6.125	5.503	5.071
<b>B. RECETTES<sup>2</sup></b> .....	2.577	3.600	3.393	2.783	3.618
— Ventes .....	2.044	3.009	2.811	2.295	2.966
— Raffinerie de pétrole.....	231	209	196	196	167
— Autres recettes .....	302	382	386	292	285
<b>SOLDE</b> .....	-1.182	-578	-2.732	-2.720	-1.453

1. Il est à noter que ce compte ne comprend pas les opérations relatives au tabac, qui ont été importantes en 1964 et 1965.

2. Non compris les transferts du budget ordinaire.

Source : Bulletin mensuel de statistique de la Banque de Grèce.

(qui doivent être réservées à des cultures plus rentables, comme le coton); la subvention à la culture du coton ne se fera plus au prorata de la surface cultivée, mais suivant la quantité de coton non égrainé récoltée; enfin, les nouvelles plantations de cultures fourragères seront subventionnées. Il semble que, d'ores et déjà, ces mesures ont entraîné une réduction des surfaces ensemencées en blé pendant la campagne 1965-1966.

Concernant le *développement industriel* du pays, deux groupes de problèmes paraissent exiger une considération urgente. Le premier est celui de la création de nouvelles grandes unités industrielles. Il ne semble pas que les projets actuellement en préparation suffiront pour prendre le relais des quelques grands projets entrepris ces dernières années (usine d'aluminium Péchiney, complexe industriel Esso-Pappas, etc.) et dont l'achèvement est en cours, ou prévu pour un proche avenir. Compte tenu des délais inévitables qui séparent l'adoption définitive d'un projet et sa réalisation (délais qui ont été de l'ordre de plusieurs années dans les cas mentionnés plus haut),

cette situation risque d'affecter le rythme du développement. Il importe donc que les études techniques et financières des projets possibles, qui sont sans doute déjà en cours, soient achevées le plus rapidement possible et que des décisions soient prises concernant leur mode de financement, etc.

Le deuxième groupe de problèmes, relié du reste intimement au premier, est celui du financement du développement industriel, et plus spécialement du financement nécessaire à la constitution de nouvelles industries. Par le passé, cette fonction était dévolue à deux organismes :

- i) L'Organisation pour le financement du développement (OFDE), fondée en 1954, en vertu d'une convention passée entre le gouvernement grec, la Banque de Grèce et la mission américaine en Grèce. L'OFDE était chargée de la gestion de prêts consentis à des entreprises grecques dans la cadre du Plan Marshall, entre 1948 et 1954, c'est-à-dire de faire rentrer les créances venues à échéance, et d'utiliser les sommes ainsi récupérées pour de nouveaux prêts. De 1955 à 1962, l'OFDE a approuvé 403 prêts représentant une somme de 100 millions de dollars environ. Ces prêts ont été accordés à l'industrie (hauts fourneaux, filatures, appareils électroménagers, etc.), aux services (constructions d'hôtels) et aux transports. Mais, dans l'attribution de ces prêts, l'OFDE semble avoir agi comme simple organisme bancaire ne se préoccupant pas du développement de nouvelles industries, mais agissant plutôt en fonction de la réputation de l'entreprise demanderesse, des facultés personnelles de ses organisateurs, de l'importance des apports propres, etc.
- ii) L'Office de développement industriel, créé en 1959, essentiellement pour stimuler la modernisation de l'appareil productif et faciliter l'entrée des capitaux étrangers. Cet organisme se présentait surtout comme un bureau d'études, chargé de la préparation technique des projets d'investissements et de l'information des entrepreneurs nationaux ou étrangers sur les opportunités d'investissements. De sa création jusqu'à 1964, l'Office avait pris des participations dans diverses sociétés pour un montant de 11 millions de dollars.

Une loi de septembre 1964 a regroupé l'OFDE et l'Office de Développement économique dans une « Banque Nationale pour le développement économique ». (On ne dispose pas actuellement d'informations concernant l'activité de la Banque en 1965.) Il semble qu'elle tende à s'orienter, elle aussi, vers l'octroi de crédits de type bancaire. Comme les ressources du système bancaire suffisent pour le développement du crédit à long terme, il est clair que la fonction de cette Banque devrait être l'étude, le financement, la prise de participations et au besoin la mise en œuvre directe de nouveaux projets industriels. Les capitaux considérables dont elle dispose et ceux sur lesquels elle peut compter devraient lui permettre de jouer un rôle fondamental dans le développement industriel du pays.

Dans le domaine des investissements publics, il ne semble pas que le goulot d'étranglement qui les limitait autrefois, à savoir le manque de projets, subsiste, puisque la valeur de la partie non réalisée des projets qui ont déjà reçu un commencement d'exécution représente 30 milliards de drachmes (cinq fois le budget des investissements publics). En partie, cet écart considérable s'explique par la nature de nombreux projets, dont l'exécution s'étale nécessairement sur plusieurs années. Cependant, étant donné les pertes que l'inachèvement d'un tel nombre de projets entraîne inévitablement (sous forme de capital immobilisé, d'usure physique des ouvrages inachevés, etc.) une première tâche urgente est d'établir une hiérarchie de priorité parmi ces projets d'après une évaluation de leur signification économique, et d'éviter la mise en chantier de nouveaux ouvrages. Ce même fait montre le besoin que, désormais, le programme d'investissements publics fasse l'objet d'études plus sérieuses, aussi bien au niveau de la conception qu'à celui de l'exécution. D'autre part, la nécessité d'une extension importante des investissements publics dans les années à venir est incontestable, et l'on peut craindre qu'un retard difficile à combler ait été pris depuis 1962. Cette extension exigera un élargissement parallèle des moyens de financement; et, quelle que soit l'étendue des secours extérieurs que les autorités pourraient obtenir, il est évident que l'épargne publique devra en former une part importante et croissante. Il faudra donc, non seulement rétablir un excédent de budget ordinaire, comme les Autorités envisagent à juste titre de le faire avec le budget de 1966 (cf. *supra*), mais en assurer au cours des années à venir la croissance rapide. Comme l'élasticité des recettes fiscales par rapport au revenu national paraît assez grande en Grèce, le moyen essentiel pour parvenir à réaliser une épargne publique suffisante sera de modérer l'expansion des dépenses du budget ordinaire.

L'expansion considérable des dépenses du budget ordinaire, au cours des deux dernières années, a été surtout causée par des dépenses reliées à la *politique sociale* — qu'il s'agisse de l'augmentation des subventions à l'agriculture, de la hausse des pensions versées aux agriculteurs âgés, ou de la gratuité de l'enseignement et de la prolongation de la scolarité obligatoire. Personne ne peut contester la validité des objectifs sociaux. L'accroissement du bien-être et de la culture et leur répartition équitable à tous sont les fins ultimes et la justification de toute politique de développement économique. Mais on ne peut les réaliser qu'à condition de tenir davantage compte des réalités économiques. Le déséquilibre des finances publiques, et de l'économie dans son ensemble, provoqué ces deux dernières années par l'augmentation des dépenses courantes du budget, en fournit une illustration générale. Mais, outre leur effet déséquilibrant sur la situation financière, ces mesures ont eu aussi des résultats défavorables dans les domaines mêmes qu'elles visaient; on l'a vu plus haut sur l'exemple de la politique agricole. Un autre exemple est celui de l'éducation. L'introduction de la gratuité complète de l'enseignement à tous les niveaux, et l'augmentation du nombre de

bourses, appliquées depuis 1964, doivent être accueillies très favorablement. Mais la prolongation de la scolarité obligatoire (de six à neuf ans) aurait dû être préparée par une expansion des équipements scolaires et du personnel enseignant et s'accompagner d'une réforme donnant toute la place nécessaire à l'enseignement technique et professionnel. Il serait en particulier souhaitable que les régions rurales soient pourvues d'écoles moyennes dispensant un enseignement agronomique et zootechnique moderne.

## CONCLUSIONS

Le processus de développement économique dans lequel l'économie grecque est entrée depuis une douzaine d'années s'est poursuivi en 1964 et en 1965. La croissance du produit national, pour chacune de ces années, a été de l'ordre de 7 à 8 %. L'expansion de la production industrielle a été encore plus forte, et, pour la première fois, la part de l'industrie dans la production nationale a dépassé celle de l'agriculture. Qualitativement aussi, le développement de l'industrie a atteint une nouvelle étape, avec l'installation de plusieurs grandes unités et le début prochain d'exportations de produits industriels. Avec un produit national par habitant qui dépasse maintenant 500 dollars, il ne faudrait plus à la Grèce que quelques années de développement pour qu'elle puisse soutenir une croissance équilibrée autonome.

Cependant, cette dernière étape de transition fait surgir des problèmes difficiles, et on l'a bien vu en 1964 et en 1965. Contrairement aux dix années précédentes, pendant lesquelles l'économie grecque avait atteint ce résultat remarquable de combiner un taux de croissance élevé avec une stabilité financière interne et externe, les deux dernières années ont été caractérisées par des tensions croissantes sur les prix et sur la balance des paiements. La hausse des prix a atteint 3,5 % pour chacune des deux années; et pour la première fois depuis longtemps, les réserves de change ont baissé. Pour une partie, c'est là le résultat de facteurs inévitables : l'émigration ouvrière vers les pays d'Europe occidentale, bénéfique pour la balance des paiements, a déséquilibré le marché du travail et augmenté les pressions sur les salaires; combinée d'autre part avec l'exode rural, elle a créé des difficultés pour les cultures agricoles qui exigent beaucoup de travail. Les événements politiques de 1964 (crise de Chypre) et de 1965 (crise gouvernementale) ont à la fois diminué les recettes invisibles, ébranlé l'état de la confiance et compliqué singulièrement les tâches et les contraintes de la politique économique. D'autre part, ces accidents n'ont fait que mettre au grand jour, une fois de plus, la fragilité structurelle de la balance des paiements du pays.

Cependant, ces difficultés ont été considérablement aggravées par la politique économique elle-même. Les mesures prises en 1964, en fonction de considérations politiques et sociales, ont conduit à une expansion des

revenus, notamment agricoles, excédant ce qui était compatible avec l'équilibre économique; leur effet a été d'autant plus malheureux qu'elles n'ont pas tenté de lier l'augmentation des revenus agricoles à une amélioration de la structure des cultures, et ont ainsi abouti à une expansion des productions non rentables (comme le blé, que l'Etat doit stocker et exporter à perte) aux dépens des productions rentables et exportables, comme le coton. L'accroissement très rapide des dépenses de l'Etat, aussi bien en fonction des subventions à l'agriculture, que de la hausse des traitements des fonctionnaires et de l'augmentation des dépenses courantes (notamment l'éducation), au lieu d'être compensé par un effort d'accroissement parallèle des recettes budgétaires, a été combiné avec un allègement de la fiscalité. L'excédent du budget ordinaire, qui finançait une partie des investissements publics, a diminué en 1964 et presque disparu en 1965. Les investissements publics ont dû être réduits en 1965, et aussi bien en 1964 qu'en 1965, ils ont été financés dans une proportion croissante sur des ressources à court terme.

La première tâche qui se pose aux Autorités en 1966 est donc de restaurer l'équilibre de l'économie en général, et celui des finances publiques en particulier. Son accomplissement exige d'abord une stricte limitation de l'expansion des dépenses courantes de l'Etat, et un effort substantiel d'augmentation des recettes de source intérieure. Il exige aussi une politique de modération de l'expansion des revenus agricoles aussi bien qu'urbains. Il faudra, en même temps, s'assurer que les mesures de redressement nécessaires n'entraînent pas un ralentissement de l'expansion au-delà de ce qui est inévitable, et affectent le moins possible l'investissement privé et public. L'aspect le plus délicat sera la restauration d'une situation tolérable de la balance des paiements; il sera probablement difficile d'éliminer complètement en 1966 le déficit extérieur. La réalisation de cette politique n'a rien d'impossible, mais exigera des mesures fermes de la part des autorités et une compréhension de la gravité des problèmes de la part de tous les courants politiques et de l'opinion publique. Son succès permettrait d'accélérer par la suite le développement et de recommencer un effort de politique sociale, assis cette fois sur des bases réelles. Son échec signifierait le glissement vers l'inflation dont le corollaire inévitable serait l'interruption du développement et du progrès social pour un nombre imprévisible d'années.

Le rétablissement de l'équilibre des finances publiques exigera une augmentation de l'imposition. Les dispositions proposées récemment au Parlement par le Gouvernement représentent un effort appréciable dans cette direction. D'autre part, il est nécessaire de réduire au strict minimum l'augmentation des dépenses courantes de l'Etat. Notamment, le niveau de certaines subventions agricoles — qui, de plus, aboutissent à encourager des cultures anti-économiques et conduisent à des pertes graves pour l'Etat, supportées finalement par l'ensemble de la population — devrait être réduit substantiellement. Si, en fonction de ces mesures, l'excédent du budget

ordinaire est rétabli, et si la restauration de la confiance permet à nouveau le recours aux émissions d'emprunts intérieurs à long terme, il sera possible d'assurer un niveau d'investissements publics en augmentation substantielle sur ceux de 1965. Mais étant donné le volume extraordinairement grand de travaux déjà commencés et inachevés, il importe d'établir rapidement une hiérarchisation des projets d'investissements publics en cours d'après leur valeur économique et de s'y tenir rigoureusement lors des décisions d'exécution.

Concernant le secteur privé, il importe de s'assurer qu'il n'y aura pas de nouvelles augmentations générales des revenus en 1966, et que l'accroissement de la consommation privée reviendra à un rythme compatible avec les possibilités réelles du pays, compte tenu de la nécessité d'augmenter la part de l'investissement dans la dépense nationale, — soit aux environs de 6 %. Il faudra notamment maintenir et au besoin renforcer les restrictions appliquées au crédit à la consommation, et surveiller plus étroitement l'expansion du crédit à la construction résidentielle. Pour ce qui est de l'investissement productif privé, les risques sont plutôt du côté d'un développement trop faible, et les autorités monétaires devraient être prêtes à agir pour le stimuler, le cas échéant, si une telle action ne menace pas l'équilibre général.

Comme l'expérience des deux dernières années l'a encore une fois montré, il n'est possible d'aborder correctement ni les problèmes immédiats, ni les problèmes structurels du pays, sans une conception cohérente de la politique de développement. La formulation de cette politique et de ses instruments est devenue une nécessité urgente. Il est en particulier nécessaire de définir clairement l'orientation que l'on veut imprimer à la production agricole et de s'assurer que les dispositions appliquées en matière de prix de soutien, subventions, etc., concourent effectivement à la réaliser. La préparation de nouveaux grands projets industriels devra être accélérée et la nouvelle « Banque pour le développement industriel » devrait se consacrer à faciliter la réalisation de nouvelles unités de production et au besoin à l'assurer elle-même.

L'effort de rétablissement de la stabilité financière intérieure ne pourra pas, vraisemblablement, aboutir à une élimination immédiate du déficit de la balance des paiements, qui persistera sans doute en 1966. Comme le niveau des réserves de change a sensiblement baissé depuis deux ans, il serait souhaitable que la Grèce obtienne en cette circonstance le concours des institutions monétaires européennes et internationales. A plus long terme, le développement du pays exigera un afflux de capitaux extérieurs. Les entrées de capitaux privés ont sensiblement augmenté ces dernières années; leur évolution dans les prochaines années est plus problématique. Pour ce qui est des capitaux publics, outre les crédits de la BEI, la Grèce pourra recourir désormais à la BIRD, et l'on peut espérer que le Consortium pour l'aide à la Grèce, constitué en 1962 sous l'égide de l'OCDE, contribuera à accroître l'afflux des ressources extérieures.

**PAGE BLANCHE**

***ANNEXE STATISTIQUE***

**PAGE BLANCHE**

**TABLEAU I. ORIGINE DU PRODUIT NATIONAL BRUT  
AU COUT DES FACTEURS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ**

*Milliards de drachmes aux prix de 1958.*

	1960	1961	1962	1963	1964 <sup>1</sup>
1. Agriculture, sylviculture et pêche.....	22,5	27,7	25,9	28,3	29,4
2. Industries extractives .....	1,0	1,1	1,1	1,2	1,3
3. Industrie manufacturière .....	15,8	16,7	18,0	19,6	21,8
4. Électricité, gaz et eau .....	1,3	1,4	1,6	1,8	2,1
5. Construction .....	4,6	5,2	5,5	6,0	6,8
6. Services .....	36,3	39,1	41,7	44,7	48,5
7. Produit intérieur bru au coût des facteurs...	81,5	91,2	93,8	101,6	109,9
8. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde .....	2,1	2,8	3,4	4,5	5,4
9. Produit national brut au coût des facteurs ..	83,6	94,0	97,2	106,0	115,3

1. Données provisoires.

TABLEAU II. INDICE

	PONDÉ- RATION	BASE	1963	1964
<b>I. INDUSTRIE :</b>				
Indice général .....	100,0	1959 = 100	132,5	146,6
Industrie alimentaire .....	13,2	—	117,7	117,8
— du tabac .....	11,8	—	116,5	135,8
— textile .....	18,2	—	129,7	142,4
— chimique .....	9,1	—	141,6	145,7
— matériaux de construction .....	7,6	—	132,9	142,7
Métallurgie de base .....	3,2	—	183,4	160,2
Transformation de métaux .....	4,3	—	156,6	176,2
<b>II. ELECTRICITÉ .....</b>				
		moyenne mensuelle millions kWh	259	311
<b>III. CONSTRUCTION .....</b>				
		moyenne mensuelle	2.553	2.754
<b>IV. MARINE MARCHANDE :</b>				
Tonnage total ( <i>milliers de tonnes</i> ) .....		fin de période	6.938	7.249
Tonnage en chômage .....			365	367
<b>V. TOURISME :</b>				
Nombre de touristes étrangers arrivés en Grèce ( <i>milliers</i> ) .....		moyenne mensuelle	95,4	61,1
<b>VI. EMPLOI ET CHOMAGE :</b>				
Chômeurs enregistrés .....		1953 = 100 milliers	70	65
<b>VII. ÉMIGRATION :</b>				
Départs définitifs .....		moyenne mensuelle	8.339	8.797

Sources : OCDE Statistiques générales, Monthly Statistical Bulletin of Greece.

ACTIVITÉ

1963				1964				1965		
1° TRIM.	2° TRIM.	3° TRIM.	4° TRIM.	1° TRIM.	2° TRIM.	3° TRIM.	4° TRIM.	1° TRIM.	2° TRIM.	3° TRIM.
118,3	144,0	154,0	131,2	130,7	159,9	160,5	144,1	146,8	185,6	170,2
105,8	122,1	134,8	116,1	104,4	118,3	132,1	127,0	114,7	116,6	145,3
29,5	197,0	231,6	41,8	32,1	252,9	224,6	40,4	43,5	334,3	164,1
130,1	126,5	141,4	134,9	140,8	136,7	156,3	152,7	151,8	145,6	166,3
144,2	145,7	141,8	171,0	171,0	159,6	165,8	189,4	179,6	184,0	176,4
116,4	142,7	153,4	130,8	131,3	161,6	157,7	151,9	155,3	174,0	195,1
144,8	160,2	231,9	262,1	254,8	219,3	243,4	344,0	310,8	342,2	317
168,0	176,2	177,1	163,1	201,8	202,4	186,2	194,8	186,2	275,0	255
249	245	257	287	295	311	310	330	344	349	
1.683	3.290	3.022	2.116	1.982	3.388	3.114	2.515	2.248	3.843	
6.883	7.115	7.073	6.938	6.990	7.129	7.155	7.249	7.290	7.202	
942	555	488	365	279	349	319	367	348	376	
23,1	67,6	112,2	34,5	28,7	65,3	113,4	36,9	30,6	94,8	145,3
89	73	56	62	75	68	55	61	80	67	
6,745	7,994	10,069	8,549	7,497	9,578	9,604	8,509	9,856	9,737	

TABLEAU III. INDICES

		1963	1964	1 <sup>er</sup>
				TRIM.
<b>PRIX :</b>				
— Prix de détail .....	1960 = 100	105	105	104
<i>dont :</i>				
produits alimentaires .....	—	107	108	108
— Prix de gros .....	—	106	110	107
<i>dont :</i>				
matières premières et produits semi-finis .....	—	98	101	99
produits manufacturés .....	—	101	104	101
produits alimentaires .....	—	109	112	112

Sources : Bank of Greece, monthly statistical Bulletin.

TABLEAU IV.

		1961	1962	1963
Importations <sup>1</sup> (caf) .....	moyenne mensuelle	48	52	61
Exportations (fob) .....	—	19	21	24
Balance commerciale .....	—	-29	-31	-37
Terme de l'échange .....	1961 = 100	100	103	118,1
Transferts de navires .....	moyenne mensuelle	1,4	6,4	5,7

1. Navires exclus.

Source : Bulletin mensuel de la Banque de Grèce. Statistiques générales OCDE.

**DES PRIX**

1963			1964				1965			
2 <sup>e</sup> TRIM.	3 <sup>e</sup> TRIM.	4 <sup>e</sup> TRIM.	1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.	3 <sup>e</sup> TRIM.	4 <sup>e</sup> TRIM.	1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.	3 <sup>e</sup> TRIM.	OCT.
105	104	105	105	106	106	106	107	108	109	111
108	106	106	108	108	107	108	110	112	114	115
106	104	106	110	109	110	112	114	115	115	116
98	97	97	99	100	102	103	105	106	107	107
101	101	103	103	104	104	106	106	107	107	108
111	104	108	113	110	111	113	113	117	117	119

**COMMERCE EXTÉRIEUR**
*Millions de dollars.*

1964	1963				1964				1965	
	1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.	3 <sup>e</sup> TRIM.	4 <sup>e</sup> TRIM.	1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.	3 <sup>e</sup> TRIM.	4 <sup>e</sup> TRIM.	1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.
70	49	59	64	73	57	67	75	81	79	92
26	26	19	13	38	30	17	14	42	28	25
-44	-23	-40	-51	-35	-27	-50	-61	-39	-51	-67
113,1	117,6	115,7	106,0	123,1	116,4	107,9	107	117,5	106,4	114,2
3,9	14,4	4,9	6,8	6,9	5,0	3,4	5,0	2,4	3,1	7,9

TABLEAU V. MONNAIE

SITUATION EN FIN

	1961	1962	1963	1964
<b>MASSE MONÉTAIRE :</b>				
1. Billets en circulation .....	11.630	13.761	16.121	19.320
2. Monnaie divisionnaire .....	547	601	681	840
3. Dépôts à vue .....	5.653	6.141	6.813	8.021
<i>dont</i> : les particuliers et les entreprises .....	3.931	4.172	4.539	5.224
4. Disponibilités monétaires totales .....	17.831	20.503	23.615	28.181
5. Dépôts d'épargne .....	12.863	15.526	19.824	22.768
6. Dépôts à temps .....	1.479	3.542	4.736	4.122
7. Autres .....	2.142	2.252	3.000	3.692
8. Total des dépôts .....	22.137	27.461	34.159	38.603
<b>CRÉDITS A L'ÉCONOMIE :</b>				
9. Crédits nourris par la Banque de Grèce .....	11.028	11.503	13.093	14.937
10. Crédits nourris par les banques commerciales .....	12.802	16.065	20.854	23.316
11. Total des crédits à l'économie .....	32.387	37.836	45.245	51.698
<b>TAUX D'INTÉRÊT (en fin de période) :</b>				
12. Taux officiel d'escompte .....	6	6	5,5	5,5
13. Dépôts à vue .....	2	2	1,5	1,5
14. Dépôts d'épargne (jusqu'à 100.000 dr) .....	5	5	4,5	4,5
15. Dépôts à temps (jusqu'à un an) .....	6	6	5,75	5,75
16. Taux de base des crédits accordés à l'industrie .....	8	8	7,5	7,5

Source : Bulletin mensuel de la Banque de Grèce.

ET CRÉDIT

DE PÉRIODE

Millions de drachmes.

1963				1964				1965	
1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.	3 <sup>e</sup> TRIM.	4 <sup>e</sup> TRIM.	1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.	3 <sup>e</sup> TRIM.	4 <sup>e</sup> TRIM.	1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.
12.583	13.932	14.561	16.121	15.303	16.824	18.514	19.320	17.398	18.585
567	583	607	681	675	705	742	840	819	843
6.088	6.285	6.687	6.813	6.712	7.401	8.040	8.021	7.726	8.234
3.986	4.169	4.513	5.349	4.285	4.547	5.277	5.224	4.792	5.288
19.238	20.800	21.857	23.615	22.691	24.930	27.296	28.180	25.943	27.662
16.527	17.939	18.777	19.824	20.429	21.524	21.003	22.768	23.790	24.794
4.213	4.319	4.579	4.736	4.671	4.818	4.709	4.122	4.343	4.442
2.245	2.590	2.695	2.780	2.791	3.093	3.339	3.692	3.667	3.919
29.073	31.133	32.738	34.159	34.603	36.836	37.091	38.603	39.526	41.389
11.142	11.093	11.376	13.093	12.801	13.166	14.318	14.397	14.454	14.979
16.256	18.882	20.380	20.854	20.910	22.880	22.430	23.316	23.281	23.989
37.978	41.334	43.119	42.245	45.807	49.089	50.045	51.698	52.324	53.760

En pourcentage

5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5
1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75
7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5

# OECD SALES AGENTS

## DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

### ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,  
Ailsina 500, BUENOS AIRES.

### AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,  
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

### AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.  
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

### BELGIUM - BELGIQUE

Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij,  
Belgiëlei 147, ANVERS.  
Librairie des Sciences (R. Stoops),  
76-78, Coudenberg. BRUXELLES.

### CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,  
OTTAWA.

### DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6,  
KOBENHAVN K.

### FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,  
HELSINKI.

### FORMOSA - FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.  
P.O.B. 83, TAIPEI.  
TAIWAN.

### FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,  
2, rue André-Pascal, PARIS (16<sup>e</sup>).

#### Principaux sous-dépôtaires :

PARIS : Presses Universitaires de France,  
49, bd Saint-Michel, 5<sup>e</sup>  
Librairie de Médecis, 3, rue de Médecis, 6<sup>e</sup>  
Sciences Politiques (Lib.), 30, rue Saint-Guillaume, 7<sup>e</sup>  
La Documentation Française, 16, rue Lord Byron, 8<sup>e</sup>  
AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.

BORDEAUX : Mollat.

GRENOBLE : Arthaud.

LILLE : Le Furet du Nord.

LYON 2<sup>e</sup> : L. Demortière.

STRASBOURG : Berger-Levrault.

### GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.  
Postfach 9380, 53 BONN.

Sub-Agents : BERLIN 62 : Elwert & Meurer.

MÜNCHEN : Hueber, HAMBURG : Reuter-  
Klöckner; und in den massgebenden Buchhand-  
lungen Deutschlands.

### GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28, rue du Stade, ATHÈNES-132.

### ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f., Hafnarstraeti 9,  
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

### INDIA - INDE

International Book House Ltd.,  
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY 1.  
Oxford Book and Stationery Co. :  
NEW DELHI, Scindia House.  
CALCUTTA, 17 Park Street.

### IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,  
DUBLIN.

### ISRAEL

Emanuel Brown,  
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,  
TEL-AVIV.

### ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni  
Via Lamarmora 45, FIRENZE.  
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA.

Sous-Dépôtaires : GENOVA : Libreria Di  
Stefano. MILANO : Libreria Hoepli. NAPOLI :  
Libreria L. Cappelli. PADOVA : Libreria Zannoni.  
PALERMO : Libreria C. Cicala Inguaggiato. ROMA :  
Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini. TORINO :  
Libreria Lattes.

### JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,  
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

### KENYA

New Era Publications  
Ghale House, Government Road,  
P.B. 6854.  
NAIROBI.

### LEBANON-LIBAN

Redico  
Immeuble Edison, Rue Bliss, B.P. 5641,  
BEYROUTH.

### LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck  
22, Grand' Rue,  
LUXEMBOURG.

### MALTA - MALTE

Labour Book Shop, Workers' Memorial Building,  
Old Bakery Street, VALLETTA.

### MOROCCO - MAROC

Éditions La Porte, Aux Belles Images.  
281, avenue Mohammed V, RABAT.

### THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

V.P. Van Stockum & Zoon,  
Buitenhof 36, DEN HAAG.

### NEW ZEALAND - NOUVELLE ZÉLANDE

Government Printing Office,  
20 Moleworth Street (Private Bag), WELLINGTON  
and Government Bookshops at  
Auckland (P.O.B. 5344)  
Christchurch (P.O.B. 1721)  
Dunedin (P.O.B. 1104).

### NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

### PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, The Mall, LAHORE 3

### PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

### SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,  
Church Street, PRETORIA.

### SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castielló 37, MADRID.  
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,  
BARCELONA 1.

### SWEDEN - SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,  
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

### SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6, rue Grenus, 1211 GENÈVE, 11  
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, YVEVEY,  
MONTREUX, BERNE et ZÜRICH.

### TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,  
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

### UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,  
S.E.1.

Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,  
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

### UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1305,  
1750 Pennsylvania Ave, N. W.,  
WASHINGTON, D. C. 20006.

### YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Jugoslavenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,  
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire  
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16<sup>e</sup>).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to  
OECD, Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16<sup>e</sup>).